

• Juillet 2020 • Numéro 175 •

Macron ? Un ancien monde bien à droite

**Edito : MUNICIPALES, DES RESULTATS DIFFICILES A EXTRAPOLER ET FINALEMENT INQUIETANTS POUR LA GAUCHE**

*Par Jean-Luc Gonneau, illustration glanée sur le net par José Robalo*

Au soir des élections municipales, nous étions plutôt contents, quoique. Constater la raclée prise par le parti macroniste justifiait ô combien l’ouverture de quelques bouteilles de vinho verde à l’initiative de notre rédac’ chef Silveirinho. Pur moment de plaisir. Le fait de voir les deuxièmes et troisièmes grandes métropoles du pays et d’autres grandes villes échapper à la droite (ou aux traîtres socialo-macronistes dans le cas de Lyon ou plus modestement de Lorient) pour passer à diverses nuances de vert plus ou moins teintées de rouge ou de rose était loin d’être déplaisant. Et disons sans barguigner que nous avons préféré qu’Anne Hidalgo conserve Paris et, de justesse, Martine Aubry Lille. Bon, mais après ?

L’appareil d’état demeure aux mains de la clique macroniste. La droite «classique» demeure solidement implantée dans les territoires. Le Rassemblement national a pris globalement une piquette, en partie masquée par sa victoire à Perpignan, mais les sondages, qui ne sont certes que des sondages, semblent montrer que tant Emmanuel Macron que Marine Le Pen conservent à peu près leur socle électoral du premier tour des présidentielles, autour de 20 à 25% des sondés, ce qui suffit, en 2017, à l’actuel président de gagner l’élection, et lui suffirait, en 2022, pour probablement gagner contre la même adversaire. Avant l’élection présidentielle, devraient avoir lieu les élections régionales, conditionnel car Macron, qui n’en est plus à une entourloupe près, tente de faire repousser après la présidentielle, tant ce scrutin régional sent le roussi pour des marcheurs qui ne comptent plus leurs ampoules aux pieds. Relativisons : les élections régionales ne sont pas les plus prisées et un fort taux d’abstention, hélas possible, pourrait sinon masquer du moins atténuer un nouvel échec.

Mais il convient de ne pas réduire notre avenir proche aux cuisines électorales. Ce que nul ne peut prédire, même la Gauche Cactus, ce sont les conséquences sociales et par conséquent politiques, de l’aggravation de la crise économique, déjà menaçante avant la pandémie du coronavirus, et béante après celui-ci. Il est bien connu (ou devrait l’être) que ne sont jamais les organisations politiques, les «orgas» qui ont permis les grands changements sociaux et politiques, mais bien les mouvements populaires. Le rôle des «orgas» est de les comprendre, de les accompagner, de contribuer sans arrogance à leur donner du sens et des débouchés politiques en les y incluant. Sans les trahir, l’histoire étant riche de ce genre d’épisode. Le mouvement des gilets jaunes, les manifestations contre la réforme des retraites, le démantèlement de la santé publique, sévèrement réprimé.es, répression entraînant de nouvelles manifestations contre les violences policières, où la jeunesse, et pas seulement celles des «quartiers» populaires, est particulièrement présente, une jeunesse de plus particulièrement inquiète (mais pas seulement elle) devant la dramatique augmentation du chômage à venir, et à qui le gouvernement ne propose que des palliatifs fondés sur la précarité. Nous ignorons si ces mouvements pourront converger, s’ils peuvent déboucher sur des propositions concrètes susceptibles d’être portées dans un scrutin national tel que l’élection présidentielle, hélas alpha et omega d’un système politique qu’il convient de bouleverser. Les orgas de gauche ne sont aujourd’hui pas en état de le faire. Si l’incontestable percée des écologistes d’EELV aux élections municipales est méritoire, il est visible que ce mouvement est toujours traversé par des tendances diverses, entre ceux qui ne remettent guère en cause les mécanismes globaux du marché mondialisé, et ceux qui compris que ce sont ces mécanismes qui sont à l’origine de l’explosion des inégalités et des dérèglements environnementaux. Tendances qui traversent aussi ce qui reste du Parti Socialiste, même si, au niveau des élections municipales, il parvient à sauver quelques meubles grâce à quelques unes de ses figures et au prix d’alliances avec EELV dans bien des cas. La France insoumise se remet-elle des remous autour des colères (pourtant souvent justifiées sur le fond mais pas toujours adroites sur la forme) de son leader et des questions sur son mode de fonctionnement ? Elle a adopté pour les élections municipales un mode de grande discrétion (d’une certaine façon, au même titre que LREM, la FI, d’implantation récente, n’a pas pu, ou su, se créer le maillage relationnel auprès de la population, et ne pouvait proposer qu’un projet politique certes abouti, mais conçu pour un niveau national et datant pour l’essentiel de 2017. Et trois ans, c’est hélas long). Le Parti Communiste a continué aux municipales, gagnant ou regagnant quelques fiefs. Anecdote tragicomique vécue pour finir : citoyen albertivillarien depuis trois ans j’ai donc voté pour la première fois à Aubervilliers au premier tour des municipales pour la liste de la maire sortante PCF. A ce premier tour, six listes se réclamant de la gauche se présentaient, une seule de droite (LR, LREM, Modem). Celle-ci arrive en tête au premier tour, et les six listes de gauche totalisent… près de 75% des voix. Palabres avant le second tour : deux listes de gauche se présentent après quelques fusions. Sur chacune des deux listes figurent des candidats communistes, socialistes, écologistes, et même radicaux de gauche. Au final, la liste de droite passe. A Aubervilliers, en tout cas, la nécessaire union de la gauche pour se débarrasser de la «start up nation» a du chemin à faire !



## Au sommaire de ce numéro

**La bonne santé numérique.** Toujours à propos de la pandémie, **Yann Fiévet** relève que le discours officiel sur l’«après» en matière de santé fait grand cas du numérique, censé pallier presque tous les problèmes. Il en montre tous les dangers (flicage, utilisation des données personnelles à des fins mercantiles par certains GAFAs, déshumanisation du soin…). Avec une illustration de **Jancry**

**Le soin, le sale le service ou l’importance des mots.** Trop souvent, politiques, commentateurs, journalistes oublient ou tordent le sens des mots. A propos du déroulement de la pandémie, **Geneviève Fraisse**, l’une des figures majeures de la philosophie contemporaine, montre ce que cachent certains des mots utilisés, notamment par la classe dirigeante.

**Farida.** José Robalo, un ami sur facebouque (nous recommandons vivement sa page) nous a fait découvrir **José Sanchez** (très bonne page facebouque aussi). Nous publions ici un texte à la fois sensible et implacable à propos de Farida, cette soignante, fortement rudoyée par les forces de l’ordre pour avoir jeté un caillou sur les robocops policiers.

**Déconfiner la pensée et la pratique politiques.** Dans la perspective de 2022, année d’élection présidentielle, **Marc Mangenot** montre que la menace pour la démocratie de présidentialisme français. Il serait temps, pour la gauche, de s’en débarrasser.

**Irruption sur la place publique du sang, du racisme, et des violences policières.** Co-fondatrice du collectif Les Effronté.es, **Fatima Benomar** nous livre un texte à la fois indigné qui montre le lien entre le racisme, qui s’insinue dans la société et ses racines, et les violences policières qui se sont développées ces derniers temps. Avec une illustration **de Banksy**

**Victoire de la xénophobie dans la campagne présidentielle américaine.** Trump, la xénophobie, ça le connaît, et l’historien **Pierre Guerlain**, spécialiste de la politique américaine, montre comment cette xénophobie est en train déborder jusque dans les rangs du Parti démocrate. Illustration de **Jancry**

**La chauve-souris, le pangolin et les derniers de cordée. Rémi Aufrère** n’est pas seulement un syndicaliste, expert en matière ferroviaire. C’st aussi un fin observateur de la vie publique, comme le montre ce texte, qui revient sur les grossières erreurs dans la prise en compte de la pandémie du coronavirus, avec au passage une courte mais limpide analyse de la situation et des méthodes chinoises.

**La destruction de l’hôpital, d’après une histoire vraie, la mienne.** Actuel animateur dynamique de réseaux dédiés à l’art-thérapie, Jean-Louis Aguilar a derrière lui une longue expérience hospitalière de soignant et nous décrit la longue déliquescence de l’hôpital public

Bonus 1 : Lettre adressée à mes amis blancs qui ne voient pas où est le problème. Paru peu de temps avant le dernier numéro de Réchauffer la Banquise en juin, nous n’avions pu le publier alors, ce que quelques médias ont pu faire. Virginie Despentes offre un texte fort aux bonnes consciences, y compris à gauche, «qui ne voient pas le problème»

**Bonus 2 : Remaniement, en dessin et photomontage.** Ne jamais oublier derire et sourire. Avec un dessin de **Goutal,** et un montage photo glané sur le net par José Sanchez, par exemple.

**Bonus 3 :** Rire encore avec des photomontages issus du toujours délectable Journal People de **Benoist Magnat.**

**La bonne santé numérique**

*Par Yann Fiévet, illustré par Jancry*

Ils y croient dur comme fer : c’est le numérique qui va nous sauver. A condition cependant d’y mettre le paquet ! La crise sanitaire qui a frappé nos sociétés au premier semestre 2020 leur a formidablement révélé que le numérique apporte toutes les réponses qu’ils n’avaient pas encore osé mettre en œuvre. Le grandiose laboratoire inattendu autorise désormais les rêves les plus fous. Ils en sont convaincus tous ces tenants de la Croissance sans freins, le salut de l’Humanité passe forcément par le tout-numérique. Les opérateurs du secteur ayant opportunément amassé un trésor de guerre durant la crise il faut leur permettre sans tarder de le faire fructifier maintenant que la paix économique revient. La 5G, entre autres prouesses techno-lucratives, va y pourvoir. Nos vies vont en être grandement facilitées, n’en doutons pas ! Et que dire de notre santé qui est bien sûr l’un des alibis commodes utilisé pour faire passer la pilule ? Rien que d’y penser on se sent déjà beaucoup mieux !

Alors surgit à point nommé le «Health Data Hub» ! Le HDH ou « Plateforme de données de santé» est un énorme fichier en création puisant à toutes les sources d’information sanitaires : Sécurité Sociale, hôpitaux, médecine de ville, pharmacies, et autres lieux de recueil d’informations codées. Les données enregistrées deviennent accessibles à tout opérateur, dit de santé, dont les compagnies d’assurance et tous les acteurs de l’industrie médico-pharmaceutique, afin de mieux les aider à cibler leurs occasions de profit. La gestion de ce fichier est confiée non pas à une institution de santé publique mais à une entité autonome prônant le développement des partenariats public-privé. Et, cerise sur le juteux gâteau, l’hébergeur du système n’est autre que Microsoft, le mastodonte américain de l’Internet. Cet outil de confiscation des données personnelles de notre santé est évidemment revêtu d’un habillage gouvernemental prétendant qu’il permettrait de servir l’épidémiologie et une meilleure gestion des soins. Cependant, regardons un instant la réalité que nous connaissons bien désormais.

L’état pitoyable de notre système de soins, résulte de la mise en place des outils de codage des «actes», médicaux ou paramédicaux, dans une logique mortifère de réduction des dépenses de santé. Ce sont ces données qui alimentent déjà le HDH. Depuis des mois, des médecins hospitaliers, à bout de fatigue et de patience face à la bureaucratie «sanitaire» qui les dirige, font la grève du codage. Ils dénoncent notamment le fait que le codage des «actes» mange outrancièrement le temps nécessaire pour réellement s’occuper des malades. Précisons que le système envisagé est d’autant plus pervers que les actes non codés ne seront pas comptabilisés pour la dotation financière ultérieure des hôpitaux.

Durant des années les pouvoirs publics n’ont eu de cesse de transformer les soins et biens de santé en marchandises à vendre ou acheter. Les hôpitaux publics ont été sommés de devenir des entreprises soumises à une rigueur budgétaire drastique n’ayant plus pour priorité les besoins sanitaires, tandis qu’une concurrence déloyale entre secteur public et secteur privé mettait la Sécurité Sociale au service de l’expansion d’établissement privés à but lucratif, dégagés de toute obligation vis-à-vis de la prise en charge des problèmes de santé publique, notamment en ce qui concerne les pandémies. Enfin, l’épidémiologie a bon dos quand on sait que le droit au suivi professionnel et post-professionnel des travailleurs et populations exposés à des substances toxiques n’est toujours pas reconnu. Les rares lieux où ce suivi existe sont continuellement menacés de fermeture sous la pression de la logique gestionnaire précitée. Or, sur quelles données devrait s’appuyer l’épidémiologie sinon sur le recensement en temps réel des parcours professionnels, des activités de travail exposant aux cancérogènes, des dégâts provoqués par les pollutions environnementales, de la réalité des symptômes et des maladies, ainsi que d’un retour d’expérience en continu sur les pratiques de soins, au plus près des besoins des malades ?

Il est patent que deux logiques inconciliables s’affrontent et que le combat est inégal. La première logique mise très gros sur la techno-médecine où la croyance dans l’infailliabilité des procédures automatisées est puissamment renforcées par les gourous de «l’intelligence artificielle». La seconde logique veut conserver, ou plutôt restaurer, une médecine humaine où le patient est considéré dans sa globalité socio-sanitaire avant d’être l’enjeu lucratif d’un codage ou d’un fichage numérique. La télémédecine dont on fait désormais abondamment la promotion ira certainement dans le sens de la première logique. On monte en épingle certaines prouesses qu’elle autorise comme par exemple des interventions chirurgicales à distance permettant à des chirurgiens de renom, généralement très occupés, de ne plus avoir à se déplacer pour exercer leur talent. On oublie alors que cet arbre, sans double remarquable, cache la forêt de besoins sanitaires non ou mal couverts. Au lieu de forêt il convient mieux de parler des déserts médicaux. Plutôt que de tout faire pour favoriser l’installation de médecins généralistes là où il n’en existe plus imposons donc la consultation à distance. Ainsi, c’est la dimension humaine des questions de santé que l’on met à distance. Une manière sans doute de prolonger dramatiquement – et peut-être définitivement – la distanciation sociale. Le citoyen vacciné au numérique intempestif, en permanence bombardé de messages commerciaux (et institutionnels) vantant les progrès dus à l’automatisation, est-il encore en mesure de résister au drame annoncé de la médecine déshumanisée ? Ce n’est certes pas la 5G qui nous apportera la réponse !



**Le soin, le sale le service ou l’importance des mots**

*Par Geneviève Fraisse*

*Comment penser le service en démocratie ? Comment y reconnaître à la fois la part du soin et la part du sale ? L’enjeu est d’importance puisqu’il s’agit de mettre un terme à son voisinage avec la servitude. Et d’envisager l’accès à l’égalité pour ceux et celles, dans leur majorité des femmes, qui endossent ces métiers.*

«Prenez soin de vous» : un impératif que le bienveillant, le soignant (et aussi toute autre personne) vous envoie en direct. Vous êtes responsable de vous-même. Je suis pour. Celui qui prend soin de moi envoie donc un message paradoxal, il me soigne et me laisse me soigner.

Il y a beaucoup de beauté dans cette injonction, comme une sorte de tendresse qui dépasse nos cercles affectifs.

Le soin serait une vertu publique. On nous invite à le reconnaître – enfin. Le soin rencontre «l’utilité commune», énoncée par la rupture révolutionnaire de 1789, évoquée récemment par le président. Nous le savions puisque la «sécurité sociale» de 1945 lui fait écho. Si l’acte de soin est immémorial, la conception du «commun» est propre à cette époque, la nôtre, qui a voulu la démocratie. Le soin est utile à la société civile, et l’utilité dit le fonctionnel, le fonctionnement. Puis cela devient politique, là, maintenant.

Alors on va élargir le champ de vision sémantique. Le mot «service» offre plusieurs éclairages. L’hôpital est un service public, mais les supermarchés sont un service privé. Les éboueurs relèvent du public, même si les mairies sous-traitent ce service de nettoyage. Je peux ajouter un peu de morale avec le «rendre service» de la solidarité soudaine. Mais que dit ce mot, le «service», mot à usage multiple et polysémique ?

Revenons en arrière : l’espace familial, domestique, fut le creuset ancien de notre imaginaire récent ; service va avec «servante» et «serviteur», autre nom du, ou de la, domestique. Pour dire vite, ce mot désigne alors la dépendance, on servait le roi comme on sert le bourgeois, ce mot est le signe d’une hiérarchie sociale, d’une part, d’une infériorité de condition, d’autre part. Cela s’appelle l’inégalité. Être au service d’autrui désigne une subordination, mais aussi une aliénation de sa liberté. C’est ainsi que les domestiques hommes furent exclus de la citoyenneté à la Révolution française. Dépendants de leur maître, ils n’étaient pas libres d’être des sujets politiques.

Puis vint l’ère démocratique et la construction de la république, la chose publique. On s’éloigne des cercles de famille, nobles ou bourgeois. Aujourd’hui les mots de serviteur et de servante sont des mots désuets, inadéquats à notre démocratie ; excepté si on est «serviteur de l’État» (dirait-on «servante de l’État» ?). Il y a eu transfert. Reste alors le substantif. Ainsi le mot «service» aura désormais de nombreuses fonctions : les «emplois de service» désignent la femme de ménage ou la garde d’enfants ; le «service à la personne» dit l’assistance aux vulnérables… Dans un cas, l’inférieur est celui qui sert autrui, dans l’autre cas, l’inférieur est celui qui est servi. Le service est désormais un mot à usage privé et public. C’est cela qui n’a pas été pensé.

Venons-en à aujourd’hui : il n’y a pas de soin sans service. Il n’y a pas de soin dans l’espace public (ni dans l’espace privé) sans qu’on ne doive s’interroger sur la place que le soin/service occupe dans nos sociétés. Alors, soudain, le mot service bute sur le mot égalité. Comment les conjuguer ? Le service n’entraîne pas une pensée de l’égalité, le service est mal considéré, le service est mal payé. Les commentaires actuels sur la nécessité d’une revalorisation salariale et symbolique des métiers du soin déplorent cet état de fait, comme si c’était un accident de notre histoire sociale. Non, ce n’est pas un accident, c’est un fait structurel. À cet endroit, on comprend que les femmes sont l’essentiel des populations de service. D’où ma question : que fait-on du service en démocratie ? C’est utile d’accord ; mais n’est-ce pas le lieu où se perpétue une inégalité que la lutte des classes n’a pas su prendre en charge ? La classe ouvrière s’est toujours méfiée des métiers de service, comme si la proximité avec ceux qui sont servis, en mélangeant inégalité et dépendance, obscurcissait la représentation politique. D’ailleurs, si le service est du soin, il faut ajouter un mot du vocabulaire, celui de «lien». Le service du soin est un lien, un rapport. D’où cette difficile question : comment y introduire de l’égalité ? On veut que le malade soit un acteur de son traitement, et non seulement un récepteur. Vœu formel ?

Morcellement, aujourd’hui, morceaux d’éclat que le service dans cette crise sanitaire et le confinement qui l’a accompagnée : les femmes de ménage ont été remerciées avec le retour à domicile de leurs employeurs et employeuses, les caissières sont passées d’un rôle technique à une fonction sociale, les éboueurs sont soudain essentiels aux yeux des confiné.e.s, qui remplissent les poubelles plus que d’habitude. Désordre de la représentation de ces services qui montrent, à l’instar des professionnels du soin, ce qu’ils cachent : les invisibles femmes de ménage privé (qui s’associent au ménage hôtelier, voir la grève chez Ibis), les techniciennes des caisses des supermarchés, comme si c’était juste une fonction, et les spécialistes du déchet, des ordures. Oui, le soin, comme le service ne disent pas ce pan de la réalité qui s’appelle le sale, la saleté. C’est très violent, semble-t-il, de prononcer ces mots-là. Mais justement, l’inégalité, comme corollaire du service, recouvre la réalité de la besogne, de ce qui n’est pas beau. Je relis les premières phrases du livre de Christian Enzensberger *Essai de quelque envergure sur la crasse*(1968, Gallimard, 1971) : «Propre est bel et bien… sale est laid et ailleurs.»

Où est le concept ? *Care*se veut un passage au concept (comme ce fut le cas pour «genre» à partir des années 1980). Le concept est désirable car il ramasse en un mot la complexité d’un monde. Alors quel mot ? Celui de *care*ne m’a jamais convaincue, et ce pour deux raisons : le soin n’est qu’une partie du service de l’utilité sociale et ne peut en devenir la métaphore, le soin se fait alors idéologique comme si ce pouvait être un objectif politique. Ce mot trimbale, malgré lui, toutes sortes de pensées lourdes, idéalisation d’une pratique, religiosité sociale. Mettez ensemble le soin et le service d’une part, le dévouement et le sale d’autre part, et vous devrez alors affronter ce qu’on préfère ne pas penser, la servitude et la saleté.

Pourquoi insister sur le mot «service» ? Parce qu’il nous aide à penser l’histoire, la généalogie de son usage d’aujourd’hui. Le service était très visible sous l’Ancien Régime (lisez Marivaux ou Beaumarchais). Trois siècles plus tard, il est caché (voyez les femmes de ménage à qui on laisse des listes de choses à faire posées sur un coin de table, ou qu’on fait travailler dans les bureaux avant les heures d’ouverture). En même temps, le «service public» est devenu une expression officielle de nos républiques, et les services privés sa définition libérale.

Cela nous aide à poser la seule question qui vaille, celle du rapport entre service et démocratie. Deux questions s’imposent dans ce cadre : pourquoi ce qui était visible dans un temps ancien est-il devenu invisible, invisibilité qui cache le sexe du service, sexe féminin, racisé ? Aujourd’hui pèse une charge historique sur ce sexe féminin, hors toute naturalisation des rôles (vocation, dévouement, maternage, bénévolat). Et puis : à quel jeu de cache-cache assiste-t-on, dans ce temps d’aujourd’hui entre le privé et le public, dont le mot «service» désigne si bien les interactions ?

Si on veut «revaloriser» les professions de service, du soin, du nettoyage, et même de l’éducation, si on veut que le service soit aussi public que le réclame «l’utilité sociale» de la démocratie, il faut sûrement parler de justice et pas seulement de valeur. La revalorisation, si elle s’entend comme une juste estimation de la valeur économique et sociale d’un travail, ne saurait être une réparation, une compensation. C’est à une nouvelle représentation de la justice appliquée aux métiers que nous sommes convié.e.s. On ira même jusqu’à poser la question de l’égalité interhumaine : si lien il y a entre le soignant et le soigné, entre l’enseignant et l’élève, mais aussi entre l’employeur-se et l’employée, entre l’éboueur et les citadin.e.s, et bien sûr lien il y a, ce rapport pourrait être repensé dans sa dimension égalitaire. J’insiste sur le mot lien.

*Première parution dans « Par ici la sortie N°1 » aux Editions du Seuil, juin 2020*

**Farida**

*Par José Sanchez, illustré par un mur de Bansky*

Quand vous êtes dans une manifestation, nassé par une police surarmé, qui soudainement se met à gazer tout l’espace respiratoire, et charge tout le monde sans distinction. Qu'ils arrivent sur vous avec cette violence sans qui milice ne serait pas milice, il y a des réactions humaines différentes. Tenter de fuir pour s’en protéger (nota : pas toujours possible), ou réagir avec colère à cette charge indécente. Ce sont deux réactions à la fois de courage et de peur, les deux. Deux réactions contre l’inhumanité de la situation que vous n’avez pas créée, mais que vous subissez.

Je ne juge ni l’une, ni l’autre des réactions. Je juge par contre celle qui est violence organisée, préméditée, contre des manifestants désarmés, des citoyens qui défendent leurs droits, la justice sociale ou autre cause humaine. Je juge l’horreur de troupes qui, en toute lâcheté, s’en prennent avec violence, à des gens désarmés. C’est plus facile, hein les (z)héros ? Je juge des énergumènes qui violentent et tabassent une femme de 50 ans, 1,55m, qui ne résiste pas au moment de son interpellation, mais qui est un danger, parait-il, pour la douzaine de malabars hyper-armés, qui l’entourent, justifiant ainsi leur violence gratuite.

Farida, 12 à 15 heures de travail par jour, pour un salaire de merde, a soigner les malades du COVID, qui a mis sa vie réellement (elle…) en danger, qui a du coup attrapé le covid, et qui est au bout du bout, qui en plus, doit prendre avec le sourire, ce matraquage policier en règle, alors qu’elle manifeste pour réclamer justice ! Elle aurait avant lancé un petit caillou de colère face à cette gentille police qui gazait et chargeait tout azimuts. Petit caillou et pas pavé, contrairement aux affirmations des menteurs assermentés ou des collaborateurs de tout le temps à jamais. Petit caillou, ramassé au sol, jeté à telle distance, que même un champion de lancer sur disque n’aurait pu atteindre sa cible, cible casqué, protégé par boucliers et super armure, ne pouvant même pas être chatouillé par ce caillou ridicule, symbole à lui seul de l’offense qui nous est faite.

Quoi qui se soit passé avant la séquence violente sur cette infirmière, rien ne pourrait justifier la violence sur citoyen désarmé et interpelé. Rien. Interpellation ce n’est pas tabassage et torture. Et la police n’arrête que des présumés innocents. La police n’a pas à faire justice. Mais un petit caillou, vous pensez... Ce petit caillou, qui fait le bonheur de béeffeème et consorts, et des syndicats de l'extreme-droite aux tirs de LBD qui mutilent en chantant "c'est bien fait pour sa gueule !". Ce petit caillou ridicule, qui aurait fait mal au malabar robocop casqué et sous bouclier, ce membre du coté obscur de la force, dans un lamentable mensonge, comme seules les versions policières de l’histoire peuvent en offrir. Mais nous vivons dans un monde ou l’immonde à ses défenseurs. Ou la justice sociale et humaine rame pour se faire entendre. Ou elle est réprimée. Il y en a qui préfèrent le désordre vichyssois à la justice humaine. La rafle à l’humanité. Les gestapistes aux résistants. De tout temps à jamais. Moi, je suis Farida.



**Déconfiner la pensée et la pratique politiques**

*Par Marc Mangenot*

Un spectre réapparaît. Un épouvantail à ficher la frousse dans les chaumières. L’éventualité d’un duel Macron-Le Pen en 2022. Déjà, la présidentielle occupe le terrain. Déjà, se cherche plus ou moins fébrilement le ou la prétendante idéale, ainsi que les soutiens, coalitions ou combinaisons estimées nécessaires. Déjà, le supermarché médiatico-politique agrandit sa surface pour loger et présenter dans ses rayons les hommes et les femmes qui offrent aux citoyens leur propre personne ou leurs programmes (ou ce qui en fait office), leurs méthodes. Bien sûr, des visions différentes de l’avenir vont s’affronter, mais dans le cadre restreint d’une compétition personnalisée. Car, c’est bien de cela qu’il s’agit, ou alors c’est un vaste marché, ou encore un spectacle qui distrait (dans tous les sens du terme) le citoyen-spectateur ou les trois à la fois. Bien sûr, des écuries spécialisées en communication ou en opérations de commando vont chercher à séduire les électeurs, en les flattant, en les émouvant, en les grattant dans le sens du poil, en exploitant astucieusement (c’est-à-dire subversivement) les préjugés, les peurs et les angoisses du moment, entretenues par le complexe médiatico-politique. Bien sûr, certaines candidatures s’appuieront sur les mobilisations sociales, sur le travail accompli par des mouvements, par des organisations politiques, associatives, syndicales. Beaucoup d’analyses, de propositions, de mobilisations, travaillées collectivement ont émergé ou ont été renforcées durant la période de confinement. Des méthodes et orientations nouvelles semblent s’imposer après les désastres écologiques et sociaux que l’épisode Covid-19 a mis en évidence. Le mouvement populaire des gilets jaunes a ouvert des brèches, malgré contradictions et confusions inévitables. Les luttes sociales, pour la santé, les retraites, l’égalité des droits, etc., ont montré que la capacité des gens, organisés ou non, est créative, féconde, perspicace. Mais au final, lors de la présidentielle, ce sera toujours l’élection d’une seule personne dont rien ne garantit, quelles que soient ses qualités et ses intentions originelles, quelle que soit la manière dont elle a été portée, qu’elle n’endossera pas le fabuleux costume élyséen, sans pouvoir (ou vouloir) changer la République cinquième, qui n’est République (chose publique, bien de tous) que de nom.

**Le mirage institutionnel (trompeur, par construction)**

Je n’ignore pas que mon propos peut déranger, ne pas convenir. À gauche, se maintient le principe du respect des institutions, de la loi électorale. En démocratie, il n’y a pas lieu de la subvertir, tant que la (supposée) démocratie n’a pas désigné une personne capable d’entraîner une majorité pour changer les règles dont les fondements s’opposent justement à l’esprit et à l’exercice de la démocratie. Comme si cette élection, à forte participation, certes, était démocratique. Or, participer à l’élection présidentielle avec l’espoir (à gauche) de l’emporter, revient non seulement à fortement cautionner le système présidentiel français, mais à le renforcer, à l’ancrer plus encore dans la conscience populaire. La participation élevée (pas toujours, cependant) à cette élection crée un effet mirage. Réalité qui montre un engouement jamais vraiment démenti depuis que de Gaulle en avait fait un exercice à sa mesure et selon son ambition. Mais qui tend à écarter plus encore l’ensemble des citoyens de l’agir politique. La souveraineté populaire, celle du peuple, celle de chaque citoyen, est amputée. Se trouve alors renforcée la tendance à s’en remettre à une seule personne pour sortir de la crise, du chômage, de la pauvreté, du mépris, de la xénophobie, du racisme ou du sexisme. Parce qu’elles sont dominées par des professionnels de la politique, les assemblées représentatives ont, elles aussi, le défaut d’éloigner le citoyen de la politique, dans une moindre mesure cependant. De fait, les assemblées élues, puisque le pouvoir politique leur est délégué, représentent le citoyen muet entre deux élections, sauf quand même lorsqu’il fait grève, pétitionne, descend dans la rue. Les assemblées élues sont corsetées par les instances exécutives à tous les échelons, y compris européen(1)

Lorsque l’espace politique s’ouvre à la démocratie, lorsque le temps est laissé au débat le peuple peut discuter, réfléchir, s’exprimer. Il se donne la possibilité d’échapper aux «experts» (médiatiques ou non)(2) Ainsi, exemple ancré dans la mémoire collective, au terme d’un long et passionnant débat, le résultat du référendum du 29 mai 2005 a été méprisé, bafoué, contourné, par un président de la République, avec le concours de ceux qui seront les supporters du suivant. Le (bien) vivre ensemble, dont on parle tant, est-il possible ? Peut-il être pensé et organisé quand le peuple est soumis aux volontés des pouvoirs politiques, à la dictature du marché dominé par les grandes firmes ? Quand les grands médias aux discours formatés, secondés par des «intellectuels» médiatiques, sont contrôlés par la finance.

J’entends qu’avoir raison sur le fond ne donne pas nécessairement raison politiquement. L’argument ne manque pas de poids. Il me paraît toutefois facile, marqué par une sorte de fatalisme. Or, j’y insiste, plus que tout autre élection, la présidentielle crée une illusion de démocratie, éloigne le citoyen de la chose publique. Le citoyen, homme ou femme, jeune ou vieux, pourra toujours pester tout en se distrayant avec les scandales et, finalement, se sentir frustré quand ce n’est pas trahi par les acteurs politiques élus, à commencer par la présidence. Comment dès lors s’étonner de l’abstention croissante aux élections ? Ou encore de la croissance des votes accordés aux démagogues qui cachent à peine leur fond xénophobe ou raciste ? Ne faudrait-il pas de prendre à bras le corps la question du sens, celle des fins de la vie en commun, au lieu d’organiser un jeu qui ressemble à un lancer de balles éliminatoire ? Le changement de constitution n’est-il pas une autre priorité, probablement impossible à envisager dans le respect du cadre institutionnel actuel ?

**Retrouver (si possible) un chemin démocratique**

Outre ses défauts intrinsèques, comme celui de la remise de pouvoirs exorbitants entre les mains d’une seule personne, irresponsable juridiquement (sauf haute trahison), l’élection présidentielle est inadaptée à la démocratie, parce qu’elle est antidémocratique. La règle antidémocratque l’impose, mais il n’est pas certain que le ralliement (à gauche) autour d’une personne soit la bonne méthode. Pour renverser la table, il faut mobiliser autrement durant la période dédiée à la campagne présidentielle. Occuper l’espace, organiser un grand débat. À gauche (vraiment de gauche), à défaut ou par incapacité de pouvoir occuper le terrain sans candidature à la présidentielle, il me semble possible en effet d’examiner un autre chemin. Celui abandonné en 2006/2007, après la victoire du non au référendum du 29 mai 2005, et qui a conduit à trois candidatures de désolation, version B (Besancenot, Bové, Buffet), consacrant la dispersion de la gauche de transformation. En effet, le Comité national (post 29 mai) avait pour objectif initial de mobiliser pour des candidatures uniques aux législatives et présidentielle. Rapidement, les discussions n’ont porté **que** sur la présidentielle.

Dès lors, malgré un travail préalable d’élaboration programmatique (en 2005/2006), le schéma présidentiel s’est imposé. La responsabilité des appareils est patente. Elle a fait naître une immense déception et renforcé un sentiment de méfiance vis-à-vis de la politique (et de la gauche). Sentiment aussi de trahison, parce l’esprit de chapelle l’a emporté sur la volonté de converger. La gauche, qui s’est ainsi tirée une balle dans le pied, a payé cher cet échec, et pour longtemps. La démocratie, déjà bien malade, ne s’en est pas remise.

Une candidature unique à gauche pour la présidentielle permettrait-elle de réparer les dégâts, de sortir du bourbier idéologico-institutionnel ? Beaucoup le pensent *a priori*, s’y accrochent nonobstant les doutes qui les habitent. En rejetant toute tentative de ripolinage en vert-jade du PS, un travail de fond entrepris, dès maintenant, par une multiplicité de comités locaux largement ouverts, pourrait, en vue des législatives, discuter, élaborer et choisir des candidatures uniques de la gauche de gauche (tout autre appellation serait la bienvenue). Cette stratégie dé-présidentialiserait 2022. Du coup, elle prendrait le contrepied du schéma imposé par Jospin-Chirac en 2002. Elle élargirait le champ du débat, permettrait un foisonnement décentralisé. Ensuite et ensuite seulement, il serait possible d’envisager de choisir la candidature porteuse de cette unité réalisée localement, avec des coordinations départementales ou régionales, et nationale. L’appel des dix-huit responsables syndicaux et associatifs du 27 mars 2020, puis les trente-quatre premières mesures de sortie de crise (26 mai) pourraient servir de base, avec beaucoup d’autres appels et propositions, gilets jaunes, services publics, santé, etc. Les organisations syndicales, les partis ou mouvements politiques, nombre d’associations ont produit maintes analyses et propositions qui peuvent être versées au débat. Ni la matière, ni la combativité ne manquent. Manquent (peut-être encore) la volonté politique et l’imagination. C’est surmontable, s’il est encore temps.

 *Où s’exerce, plus qu’ailleurs, la pression (dictature) des multinationales, où règnent les «d’experts» de l’économie (détachés des peuples par définition), véritable concentration des pouvoirs, exclusion des citoyens. Le gouvernement par les règles économiques (supposées rationnelles, évidentes) est au fondement de l’Union européenne. Aucun président de la Ve République (sauf de Gaulle) n’y a trouvé à redire. Aspect à ne pas négliger.*

 *Les «experts», omniprésents, craignent le débat, parce qu’ils pensent être le savoir*.

Irruption sur place publique du sang du racisme et des violences policières

*Par Fatima Benomar, illustré par Jancry*

Trois ans après #MeToo, c'est au tour des violences racistes de ne plus se confiner dans les points aveugles et silenciés. Christope Castaner a déclaré récemment qu'il « croit en la justice des tribunaux, pas en celle de Twitter ». N’empêche qu’il aura fallu un bad buzz mondial concernant les violences policières pour qu’il se décide enfin à évoquer le sujet, après avoir ignoré les sonnettes d'alarmes du défenseur des droits Jacques Toubon, de l’ONU, de l’Europe et de la société civile.

Derek Chauvin, policier filmé en train d’étouffer à mort George Floyd le 25 mai 2020 à Minneapolis, a été inculpé d'homicide involontaire, démis de ses fonctions et placé en détention provisoire. Voilà pourquoi il faut filmer les violences policières, car sans ces images, jamais justice n’aurait été faite. Voilà pourquoi Eric Ciotti a déposé une proposition de loi visant à interdire de filmer les policiers.

De même que les femmes qui brisent le silence en déclarant être victimes de viol sont salies de toutes les manières dont disposent le récit médiatique ou judiciaire, de même, quand un noir est assassiné par la police, on liste tous les délits qu'il a pu commettre, jusqu'au bonbon qu'il aurait volé à l'épicerie étant petit, rien n'est oublié. Au contraire, quand un homme puissant, parce qu'il est blanc, et/ou célèbre, influent, populaire, est accusé de viol, on dresse aussitôt la liste de toutes ses qualités humaines, celle de ses oeuvres, les bonnes actions qu'il a pu accomplir, ou le fait que c'est [*au demeurant un très bon Ministre des finances*](http://r.newsletter-fatimabenomar.com/mk/cl/f/zgCuuaoKTO4zmMmD8vewhh7NJNtj3Svs9P5HscWv6C6BYNtbmIHbAVg0UAGWD2PcO1WrropeMsP-pS8IS00gcaAQRnSSPeVJhVLx_ZQ81KdnoHZm4voFVzYhmGiGPcLshoFgTByAWyVd8lOFlnZ5S3IaaH4WlltxnGKPxTXhqbhbelX7z5xuFWPagnZwWWL0l4dTpHg_cRIiLQ99I4eZ9BFZFwh0F9VQYNxgy1Y98P_lfHjsx7Nb8Ll_NoKRh6uQmPHfmZS0TLaBnB0p_piAhvyLkCMdMcQXT-eJ2vk).

Aujourd'hui, le mouvement est revigoré et nous avons l'immense chance que ce soit un mouvement progressiste ayant une vision globale de l'égalité, intégrant une critique théorique du capitalisme et du patriarcat, grâce à l'investissement de plusieurs figures féministes au sein du #BlackLivesMatter [(citations qui m'ont marquées)](http://r.newsletter-fatimabenomar.com/mk/cl/f/vMm1sBv681ZzcnlrrJWx_30D-JC8wwcdCykc4xng7SGCEqRT1qDnP46DhNUEnF_Kd96JVybD9ZO_Aj-EhKbkkslrEChsUqZQYMR9phReYQkFGrNKNuwxp5PnoNjOA5igis9_FL24_t2sbAsVsOEELpJbhit946JKA5vHm1RZDgVqIjg5jgjdZ_ZPnyIrTybuoubofKeGedelZsGynHdNhVp0VRPP-_ZRn0beTKT-wLg42XG4ACkU6hj_M96P1qs). Quelques semaines avant George Floyd, une femme noire, Breonna Taylor, était tuée “par erreur” par des policiers alors qu’elle dormait. "Où est la colère pour Breonna Taylor ?" demandait le 30 mai dernier la chercheuse Renee Nishawn Scott au cri de #SayHerName !

En parallèle du mouvement social, une certaine presse s'est aussi engagée pour le documenter. L’enquête de Médiapart a très vite jeté une lumière crue sur le racisme et la misogynie dans les rangs de la police. Il ne s'agissait alors plus que de George Floyd, mais aussi de Mohamed Gabsi, Ibrahima Bah, Steve Maia Caniço, Zineb Redouane ou encore Adama Traoré dont le plaquage ventral a causé le décès selon [une contre-expertise](http://r.newsletter-fatimabenomar.com/mk/cl/f/_NQBtmopqX2VLYKsjyAg95zLUPOh8idnnQqN9nBawd16XHa_0DDY7APLhbqgSp5-zlroYn9gx8v3qn33gPceLbTLYyPpO9L_ed4l8GTFGTU5wvYUmGbPQbSvQNp2RacTVqndI5Urz2xDl4trTqJ56OLL7j4IcE6iy2k5_eXu24XExz_XoPUwlwqAuASh7NBDqSVqrc7ZgZXlulmkRQxkVfW1pZQLsfJR0dMK7AvNlNoYRuyRVTYvExWMb8v99NnYnlAKSQb09MgstXFYm0dcbhaPn9F2HJmGZP7ZVa7vIbkN1XC1yfv25qTzOvpZosHYxcsJ-zeMr1myHBsg_8k-0KtPxkk7QNyxQropLnq0BMFk6dhblBDEE2xRCZUUA2WYPGM). Bien avant l'affaire Floyd, [Camélia Jordana a été menacée d'une plainte](http://r.newsletter-fatimabenomar.com/mk/cl/f/3pLbsUaNNt9iSGkHdawjrOibuxax2XazDVrREmQf7XButCI7gKK7pDZOsNZAJ1OIaNZmhHUxZZJfXDrAoeiGUZnEG_PyDKy89qaLO1q7Cvv7kUKIHqsBXZWB1Ft59X0lkl66rZqvw35JKNFWdTXaKpy-nzC-Qi0Lkeji6CMRdrLZkSd7pvKeeAxOGmXBwxn_piMFSE1BHHbGIVoMQRb0yLGh2bLAnp8l) pour avoir seulement exprimé que les forces de l'ordre lui faisaient peur. Depuis, ils ont craint qu'en portant plainte, son procès devienne celui des violences policières et des contrôles au faciès, et les langues se sont autrement plus déliés. «[On dit que 50% des policiers votent Le Pen, mais c’est bien plus](http://r.newsletter-fatimabenomar.com/mk/cl/f/jNpSFhC0jrxGkNbACYFf_bXguL3AVcO0tVpgjPPL4Pacc3p8mmyHV4QQCdPaKMHTVUW-F1VTD9dAotwk7d1EbxO4PIvxwQTgfD6gW8ODk21nnn1CY7pJNyGqW-5Mc_aO03h0nIVVnwytBKf9Bm3rKORpuDklLcTqKK7boaUnA4xQjKNZvOi6kzYt120cxQA7W7tDETcY8z3pFMgjqq8YrVyApa0TShGBQW37wPrjnlq0tp4ehlvZKyjuo8G6IoNsA_XDtb8mFK23BQbmhRACUdvuhj2SugloyA)» affirme Noam Anouar qui a subi le racisme dans les rangs de la police, et a été sanctionné pour avoir rompu l’omerta. Selon un sondage, [un-e Français-e sur trois](http://r.newsletter-fatimabenomar.com/mk/cl/f/Wsc5SOdYfhq1GeUZ6M2I1W901ahdvRJ_Pbypn4jbUKUw-iVPao2P0ny-ZWqAkibyWv5JZdYyMbGi_Z5zwNyc160fZv8QMc9z_WcqHvplWlQWCZyc_cupSiTt-o_qDAYXZ_7SaDiDe38wRkrEWfc8JqzZmGqHkbLKwlFqNV8xEBTfUd9yNyHAHEMCCwlU_OOuP9dbMTn6kG8JFGEvzJ5SACKXFKKqdrrQGZtHGHWfKm5LAU4eoUG7UZl02gx_pWKzmcMtfs8PiHdyACk9nAlHSbEMhT4CLU835mbT13KXCzuTrvA5mHbMR7rPoIWJow17PJmaR0AASZOObeq61B-TN08uhYPUKEEkQ2LP3eiw6st0aLR_d_QRwl33RpNnkg) ne se sent pas en sécurité devant la police. Le Défenseur des droits a dénoncé des violences policières [discriminatoires systémiques](http://r.newsletter-fatimabenomar.com/mk/cl/f/zXiL36MyUf-8TJkNXTQ8r_aOuaXgUepjs48I3h0tfYBmXcKO0Qdyyf4Wma0ycJUFr7F0IKkd9Fru50Z2_fgnAfXpziMonyNSjDEZIGM-kTs4VSsLqtOaup3ax-jS7j92ujthc1FXpHqNksPWz3DxO4LIMrL7nLXQL2vk26kT-EklgxoEqtYko0yz5eMn4x3JI2a5sijPP19GdD97u_PD4oscWA4u2aSTPNzf44AAslX4I78LS3PzVLeZH5kyOvkqfuJ3J3Q8BytzyPti-eW2wJNi5pmc3B19PgFelLrdDjGI1qhXmtpqsBzjaum0kVp3Ved94xH-8gt18F-fB07Un4sF), des insultes, des palpations s’apparentant à des agressions sexuelles et des passages à tabac réguliers. Selon [cette étude du Défenseur des droits](http://r.newsletter-fatimabenomar.com/mk/cl/f/ga-1l4XxdBN_UXb4bSi2GGL3pdu7tXOlfnmzC9MqMt-4nZJBeOuDYwnaMFwQDZRss-djgh27I_YDUdneZsyTJD3xW5sxHPb_q2sBzxXz9eoQZ2BVeV9fqoP1piFAJt-Yrpw40HW_gYhjorjLbfhTIGA8_ySQVI00qq9YQBEgSPrjOz7Ivx_MclRN6-r9VwYtvgUEGbi-qfFr82AUac_2zg77Nk9geUnWGIcSluh_F_zqSzOtQyZ5UQ7Xkc7KT9xSGyLP24friUQKvGVmX5XEGBaSCxCR76NiepM4Gp1S-TZyUWfpQC2LTsYJetAmTAnoAFKoYaRGavw5Mjj-1LXi7SU), les jeunes hommes "perçus comme Noirs ou Arabes" ont "une probabilité 20 fois plus élevée que les autres d’être contrôlés". Je ne peux que vous inciter à feuillleter son [Rapport de synthèse](http://r.newsletter-fatimabenomar.com/mk/cl/f/QBrxBBb0Ogp3HTTttFpw8g2RlvhAXPPoc3oPSVvBVep9-DhSBYGHOwvBvJvP2AEBzGXbEqLa0PDzw8A2Eh0kJWC92ZrZ47BWjif51OfIDWSsAA06uD8KgOQ_a3JKpHOKUGrplyxNqurvFw4Zv4wO4MgCX4Dj1g-HySPe4XyS-uQQMQ-gZJ-NczMvUPuiQNq82nYvyZSjI5JhrAc70wh27oHvu6brNGiYQVu1nnQ6Cc81GPhQQrt35ACYxyc) qui contient des éléments factuels, statistiques et d’enquêtes permettant d’objectiver le caractère systémique des discriminations ethno-raciales, et qui parle aussi du [«coût»](http://r.newsletter-fatimabenomar.com/mk/cl/f/qympSoihRJ1vYpNfiuczL_ooE7KaHsMVlFwLs4bmoad1ZSSrgWakuR5qt_wUb4LO_raDWkuHv4wqudM-h-pcUcKp2pJWnmk9T8MYb0QlhzpsPeH-QydtGGqKc7QHkDlYUtYSLXtTs37HO2Zr-qH5ZbyhpmJA-Z42FyS9qHvCCHl_dXuDpUnL3lYcH4M5HLNwM8AIKHF-t2iqyfpD0yzt7PV9JlC_qlDW-A) du racisme. Pour [Human Rights Watch](http://r.newsletter-fatimabenomar.com/mk/cl/f/GTH0JsVkyekd3l2uBNNhUKWtA3F1xnSu6MzAxEPgJiV_gX6BHBXiDjVYJpQwcLjSRxDV5qhRIVlYHK1awv-qwhbPKH-kDCe8Yu-7BfUM8yJWfnGyJkkpXDDfg3cON2xQ6FO-mnVeuslMdZ11JKD7x1ntSguajj5MpGcDYilipccQNgKFsppsb_GAGXfGfmLgVZhzn5lrWhL45jlPqS1xWMTITCvVK8V-P25fE83JoX3R1dA8FiJjFzPOD0kXVtDksn-p-2PHXacimFjI7aexzyDVhsQ4rQgHoNLqVTooIh7_i9JrTVQV6B6HHEcZATKHaNGTSZ81NwvXxdAhOdArzCsuEDee1Qm-x1ROmLGksjh7_gWY-Jc1xbxQ0HJ1ScCB1m4VYCSHAfrHqA), "La police française fait usage de ses vastes pouvoirs pour faire des contrôles discriminatoires et abusifs sur des garçons et des hommes noirs et arabes". Un policier noir a découvert un [groupe de messages audio de ses collègues sur WhatsApp](http://r.newsletter-fatimabenomar.com/mk/cl/f/xKwxj1ReMBSAtulKlTjjl2GjScWq468PRABivlzGmSPxxtQ_eqZvq5ycUMbgKh6IjJJf_M2xzwdAjgwdYVETcT8nQ8lcmmi5LP6jYVd6V-uORsVkUREH0APAhLTVL3YB5bg-HoA51MKml6LhQfVlT3lLesDj_k_N6bH99ZQglF9Z6thVdHiMm2frR8sMQG3tpbCgvj-vwz2YBHvufV_6lRh9LWiP) proférant des insultes racistes et sexistes, voire fachistes. Cinq mois après leur dénonciation, ces policiers sont [toujours en poste](http://r.newsletter-fatimabenomar.com/mk/cl/f/nJpdriMaKkkWtjM3Qny4k9xIsfhcUMSxe-8X7nnrfL4lwCcHVJonTB9RxGOk4vQ2Y2gZwSSh1lh1kXSwowYvhlplaE-POmSodNgq8T_NpgtS0RU5hEoWnq4iRoQfdBPyzVNK2I6zEZ3Anev34CCZRSARDRUkTy5f60omoS21Q_bYrgSNBywsAR-fRHKGxJhnG9qZKFQ-fxs2LpTx5S50SZN0fsS7RY6ovr8tnd0q2H6srPIkT799AVH-psPw7nqoxUQ3NLR6nHoUFPKccaXpAKuEwJUshe1MNW0RZd2upXnr3OHmWPFZ0oiJ_UY) en attendant leur passage en conseil de discipline. Voilà comment des policiers, dans un très gros groupe facebook, parlent de [l'affaire Théo](http://r.newsletter-fatimabenomar.com/mk/cl/f/2JdH7kbugOACy2bY8yf56ILKb1utrwET8TmcZgyx457Cwo2oBCDOaUccv-qh5AszE2HN-xs_c7KFIQNVb7lDB_xnt2G-klvj3AamTQH1YMu9oHTlVdXr-7QkcibKiI44-fArsPr6PCj-Dp6jtIT4jfJtthaKjGXJqvs09Au3HTIglA0cM-Yvbcpn0WJjb01OQ6fWu1Tw0k_qxKbb0AP-aGokBYGkqP16vw). Dans « FDO 22 unis », un [deuxième gros groupe Facebook,](http://r.newsletter-fatimabenomar.com/mk/cl/f/NWs8lDvtO0FgvNn6lpZY1_PqfBTQ7mSTH-KOP97CrYNcmDY4JmI0atXthpQdaafAdbNwuWv0E38yubKpl2CLeSm9Cft8IVK_bs-7buJ6cX5528aYyNhMDvlo88QfXUUutk-idhbZViD8YaACaRHy7UldhppB02bdZSNAtzSFa90pr6eD21GKR7aLK05n12msXFuMSb0UDOE9ce12MogK83aw_ZWucGHxi7soQWRPGFEk6cbBt9XeH5QTIWOubLXiYIAkj0PH1FcEvAQ_ytyMeHYD_xXkZE74idr3whpUJKvRRzyf3Xj-a0WVOrcoUFkti4W3Qx4eFL04Y76mfw) des milliers de policiers échangent des messages entre autres racistes. Fabrice Tranchant, ancien n°2 de la gendarmerie en Charente, haut gradé, se lâche sur [son compte Facebook](http://r.newsletter-fatimabenomar.com/mk/cl/f/aCO5xZt4pNaLTux6YcyRkM3EpnpOzQYYzMccxgYnD5R3mmWzHktQpDmWHm35S-xWQrhvGMfj3CwEX-AC77R6kIIY_Q8Xdk3K3oK_IRdH9wT7VwIzobKAC3T9WB9a8DbMvEZmuEIwnukJww0Fc_9EbxYSvCJxsc-4byTUFfbvfFubwlgWAzcWPaYAYTbr2tjq9Zu5kX-9AsKzU809QwtoRltWg75Hhvxi9nOqTpaO__k9hqZ-lJvSZEXTiEBsDaA4DMmRtJTH340x0b6JFOC6l6A2LB42VJWUf_uFcttqElg4tELLViqgkCC4vas6z4KfXHDNnfDj8VZPWVEvtjSfT28mceAEEZdZOP3LebRtIO8YkJmdbnv83ZY6EMwyBQTn7vrHBFMArM23EiMcVTnQ1Bch), florilège de partages parlant de "négros", "gros nez", et d'apologie de Pétain. Pris à tort pour des voleurs, quatre collégiens de 14 ans ont passé 24h en garde à vue pendant lesquelles ils ont subi des injures racistes et homophobes, [«Nègres», «pédés»](http://r.newsletter-fatimabenomar.com/mk/cl/f/cfz_sqhA6hLvhLH2IAbdltaYRIJ-NH9zxWnR0lXbwn39rv-PIp_r14eshAEi5dmtyVAyekDc7kdWHku1o-9CONXFbD6iBYPT--9PGRK1_sSoGE4mQ8_apGnYZM_5OynT3W2zYT24iSWXxv2d4OUaRElL8rZibDAJviiC8OmcqtobCvazeQZLTHs_CONyYseUd7vCrFmsQbfzMSVzKpGQY956-RXDuxrm). Au delà de la question des minorités, plus d'an et demi après le début du mouvement des gilets jaunes, [où en sont les enquêtes IGPN](http://r.newsletter-fatimabenomar.com/mk/cl/f/WU4su1fEotT5ji9QB9KxyUEiI5W21YmiKCSA106e94_q3XRQbRH704hY-Tl2lAemEXI-XG0ws0EdlWwauw8PhfDpDMrn2hHDdYKflcpdp5WeNMykbxL9EwYhnY9F-DgliFDfTkarGPN9DH1_kXoEuitTcgbu0PPcn9ff4htntQBGS3di2QwHLTRdvyd7CP_IV-K7yiqhucebXSzrrguYNO32uKI) sur les violences policières qui ont fait l'objet d'un signalement ? Un policier a écopé de [18 mois de prison avec sursis](http://r.newsletter-fatimabenomar.com/mk/cl/f/7kSMlTmvsBWnf32R3CWY3GdhxrGmnqtcXWH_5dFZUqS8N2WEUt-_IXdOkTNsXN1xy8bOLgBMHn66z4XrLbUG7tojz1PBvJZ6C3KPTjOglJ1wKGjbtvhs8dO20bcQ5n-71QX3WzglQOfkbxUA6g-CjfRJjNCxKTJVDutKzte51aN_FGoL1SrtrwWnOTA4nSpjSyApnZtbGaUDvlU9sdXpS84usUBOfVLiSs7nWcTgLl-E38lJAT9HM3s7WCW6d3Qn3Q0L5mDC4NHhTO1IJd6lUcReIv9XV9hRj-5hQFvIr01ZyD2ukL0Pv6mBOVJz1wLQVLYSnekl-DsIEblSBhUg0vRXEKOcPbKOeCNF3ddmH6oNhL1XuR34LUevtXFRfh_bGNI__4eMkYjD-TrasZQp) pour avoir matraqué une manifestante lors d'une manifestation des Gilets Jaunes en janvier 2019, sans aucune interdiction d'exercer la profession.

Soulignons quand même qu'après 13 ans de lutte, la cour européenne des droits de l'homme a versé 145 000€ à la famille Dieng, une reconnaissance du meurtre de Lamine Dieng par des policiers français en Juin 2007. Merci au collectif Vie Volées pour leur énorme travail. 🙏

"[On ne se dénonce pas entre flics](http://r.newsletter-fatimabenomar.com/mk/cl/f/HAuf9ShFa0_CF4b9OQVZvJTygSbBL5oXzonFJqs98ASWwT8nr4rmtHGAg4mJeSrXe9bhM4QWoyx-TyxdI50CakElFGy3-bafEpXk6rcaJJfQPZjB0_pSFDIvVVrgCFScQR07hCgJsNh57ZwrS_NAqw-C2peIEnFea8a5ehAb-3GkYvQHcG5K02SLrY-qpMs7_1OKhzwEmXGy0jAqukk5G9yPSdLD-VqS3lNZ79wiyDW6tYRaHXoB2MGTeZAug2pUZAfmxG_eP2LWApZixPd1hI8rbIZyPtNJC42E0ARIgCh6zSxdUaQ-7Ku5tTPl4wlTlWyAqnq9sQjrGzVxw7rff_cr3JXzrTEzwgy72RjpjpO1IfmwHyRJ63k4_a61RPLQ-Y73NaIe11JGSgwSkEqw-teelZMTEPIXdStn1_I). Parler, c'est mal vu, on est traité de balance, voire menacé, ou exclu" dénonce Bernard. Le débat, par auto-défense et diversion, se met alors à mettre en exergue le "[racisme anti-blanc](http://r.newsletter-fatimabenomar.com/mk/cl/f/hFgSiQp0Wm-4ZN1E3LudB2ntzgK_GCOVfZuUvRFyAVh4PAaA7IIaz8fyg8FRctU9yNTnstjWm1h1TeCOpzTOdl44VTGpKykPEFgJU7HHx7OdJsOnC2LRqWXctTXzBM4gOFPG47ebpj-PFKD0rI2VKBT0F8Hb3D-TTkoYBtzl4rcFEVC1ua7mH8oo8BdCgnqvc_jFqLn9evaJabHw5d8o)" comme a osé l'afficher le collectif d'extrême-droite Génération Identitaire en plein rassemblement géant contre le racisme, alors que ce prétendu racisme n'a aucune réalité scientifique et historique.

Ce 13 juin, justement, après avoir explicitement autorisé la manifestation contre le racisme qui devait défiler de place de la République à Opéra, la préfecture de Paris a fait volte face à la dernière minute, et des camions de police ont bloqué le déplacement du cortège géant. La place n'a cessé de déborder durant des heures sous la pression de l'énorme mobilisation. Quand un gouvernement voit des milliers, et des milliers, et des milliers de personnes affluer vers une place, qui demandent à marcher, n'est-il pas on ne peut plus normal qu'on ouvre et qu'on les laisse marcher au lieu d'enfermer sur une place un tel mouvement populaire et de balancer la lacrymo au milieu des familles ?

Hasard des grandes dates qui marquent l'Histoire, ce même jour, nous apprenions la mort d'un grand homme. « Si tu leur réponds, il y a outrage. Si tu résistes, il y a rébellion. Si tu prends la foule à témoin, il y a incitation à l'émeute. » disait [Maurice Rajsfus](http://r.newsletter-fatimabenomar.com/mk/cl/f/asS5wlmtAwhGblzMH3Ws7z4nlNcRxuC3zZ0W0ybhRfm2wLACyBh6Dw5XaKofT1tq7slWeACjI2mt0-Hadhz-LMJ5wvDAnhBdB9e9xiZN9XcQUOlWtluTBsCYCoHsFy8Van4RiLk5Secyanmn78A3gIR0CU6XqW7DjQGhsxyM9M6YLJsngqa7UKlLmLsCVWV2hAGsPoftj7rt0VklbJ71M6x4074i8VSsyQ) qui a compilé quasiment toutes les violences policières parues dans les médias depuis mai 1968. «[Je n’aime pas la police de mon pays](http://r.newsletter-fatimabenomar.com/mk/cl/f/X4m-vLQjn2JTZVVU5rksb-omjCmZVWjB2UjVr3FMpZADnqQfY3COClLQpRx1Me2LN-onZLW8oDlLwR7topKRabnjULbN_IVN3FFFarX6eXNP4f_eHnBzsKKZXl3wT4PlpXRLJPL7LoN4kU2mHGfMNvkjJaRLYdOE6jya_pkdyZDQIhLjjDtkg527U9Rbuzlha1zikXCCoFZbWeosYrOnugDqr_KK4Yz_YGgefe-Y6at8RGRJ9Gr9GRSQ5xOgCPwf4QslVHrwBJMG86scKnWB4g)» est disponible gratuitement en ligne.

Hélas, pendant qu'à NewYork, Johannesburg, Barcelone, plein de villes effacent petit à petit des symboles colonialistes ou esclavagistes, pendant que Berlin rebaptise plusieurs rues qui célébraient la colonisation allemande en Afrique, honorant à la place des militant-es africain-es de l'indépendance, alors qu'en France, toutes les villes qui avaient une voie publique au nom du Maréchal Pétain les ont débaptisées, la dernière en date ayant été renommée en 2013 dans un village de la Meuse, alors qu'il y a à peine deux ans, Lille faisait renommer la rue Canrobert, maréchal qui a notamment participé à la conquête de l'Algérie... aujourd'hui, [le débat français se recroqueville de nouveau](http://r.newsletter-fatimabenomar.com/mk/cl/f/ZUGEma0bI_zWwkItNbK_eE3jig-989Umk3pIHYC29ogG6dQddKNYOCJoe6BM24SHW6P3bsyPmyZZL0CnBQlvinMaBOT0Bqq3L-fRAk_DgxzVS4iUj-aMq0TEz1lWxWTGlmXi_2HJYe3nZ5VjRCqt63p743L3kSae35qiPmaU2QyQUGNfWN3M0XD8Ek7irKSgXaNCEhHeNQUgrv7hzWOfKxUiaPfRzxC05A) de peur qu'on "efface son Histoire". Est-ce que les actions que j'ai normmé ont effacé quoique ce soit de l'Histoire de France ? Quel est le problème de débaptiser des rues qui rendent hommage à des criminels de guerre, des esclavagistes et autres héros de la Nation qui ont commis des atrocités dans les colonies, alors que pour se souvenir, il y a les dates mémoriales, les musées, l'école, l'Histoire ? À quelle nostalgie nous accrochons-nous, et de quoi avons-nous peur ?

Et surtout, est-ce vraiment au nom de la mémoire qu'on refuse de déboulonner ces statues "pour ne pas effacer cette part de l'Histoire de France", alors qu'on condamne un maire à [détruire une fresque qui prétend rendre hommage aux victimes du racisme et des violences policières](http://r.newsletter-fatimabenomar.com/mk/cl/f/NyNlw6ZXIgiDtTKXCViN_kin6c97cIFxpv3N52_9KgBSVUrzqb7x_UDlaLPpZpn7LX2wcuskjuq9uMARCigExTcWbs1Y9qUABdoL8vqcTBFTMeh45qrFfsjnC1w7Rd1gtrXYEysjWvkeTNFfpPov7_A_GtaAJCtRx19jbioSWnV8Ym9JfQ_gNR0-aQC8nDRHoTyBx2ToAxOR0XVUy1eDXCB7aROmvShdzX-PpZj2S7nCWp72jYqS72W-XvGMNV-7XTtukHi8S7Girp9XvvfWlPj-rOFdDQb_Vio2HwD2f8CxLg2sihGzaH02D81eQ3nQm0SsV_NHDlVMB7exDbR3Ws7RtogPyS1kuIsaW4DKt6mcBAUU1hwlyR8m7HBV4jti0sLOyCxaCb5GQTpbTiq5zhX6Bh86MOSvddYf5RVT-RRATtgw) ? Le récit national ne s'embarrasse pas de manières, et c'est plutôt l'éternelle question politique de quelle mémoire est transmise, qui est en jeu.



**Victoire de la xénophobie dans la campagne présidentielle américaine**

*Par Pierre Guerlain, illustré par Jancry*

La campagne pour les élections présidentielles américaines a pris un tournant spécifique avec la crise causée par la pandémie du Covid-19. Parmi les thèmes qui émergent, l’hostilité vis-à-vis de la Chine est devenue un point commun au président Trump et à celui qui semble être le futur candidat démocrate, Biden. L’un et l’autre s’accusent d’être l’idiot utile ou le candidat de la Chine. La chaine Fox News qui soutient Trump contre vents et marées affirme que la Chine est responsable de la pandémie et attaque les États-Unis[[1]](#footnote-1), Biden, dans un clip de campagne[[2]](#footnote-2), se demande pourquoi les États-Unis n’ont pas envoyé des inspecteurs à Wuhan pour établir la vérité sur le départ de la pandémie et accuse Trump d’être trop proche du président chinois Xi Jinping, reproche que Trump adresse lui-même à Biden.

Si la Russie a été le pays le plus cité dans la campagne de 2016 par les Démocrates qui tentaient d’établir un lien entre Poutine et Trump et alors que lui-même ciblait le Mexique pour en faire le bouc émissaire des problèmes états-uniens, il semble bien que la Chine sera la cible de la xénophobie des deux partis unis dans la recherche d’un responsable non seulement de la pandémie mais des difficultés économiques et sociales des États-Unis. La rhétorique du «péril jaune» est de retour et est dénoncée par une partie de la gauche alors même que l’hostilité à la Chine est très majoritaire aux États-Unis.

**Une campagne antichinoise partagée par les deux grands partis**

Avant de commencer l’analyse de cette nouvelle flambée de xénophobie exploitée par les deux candidats, il faut mettre les choses au point sur la Chine et son fonctionnement politique interne. La Chine est un pays qui pratique le capitalisme d’État dont le fonctionnement est autoritaire avec un parti unique, le Parti Communiste Chinois (PCC) qui n’hésite pas à réprimer les travailleurs. Les formes de contrôle de la population sont autocratiques et le système dit de crédit social est une nouvelle forme numérique de contrôle des populations. Elle est accusée d’avoir menti sur le début de l’épidémie de Coronavirus dont elle est le foyer principal et sur le nombre de morts à Wuhan et dans toute la Chine.

Néanmoins, pour comprendre ce qui se passe tant au niveau géopolitique que dans la campagne américaine je souhaite partir des déclarations du célèbre dissident chinois Ai Weiwei. Lorsque cet artiste critique les violations de la liberté d’expression en Chine, son pays d’origine dont il a été expulsé, Ai Weiwei a droit à des tribunes dans les médias occidentaux mais lorsque, fidèle à ses convictions, il soutient Julian Assange[[3]](#footnote-3), les médias dominants ne parlent pas de lui. Le 13 janvier 2020, dans une tribune donnée au *New York Times,* Ai Weiwei dénonçait le racisme dont il avait été la cible en Allemagne mais aussi le racisme institutionnel inconscient qui préside à la bonne entente entre le monde des affaires occidental et la Chine communiste. Il dénonce ce qu’il appelle la symbiose entre ces deux entités apparemment si opposées. «L’Occident offre des capitaux et une technologie essentielle tandis que les dirigeants chinois fournissent une main d’œuvre énorme, captive, travailleuse, mal payée et non-protégée.» Il ajoute : «La diplomatie internationale a facilité le partenariat entre les entreprises étrangères et le communisme chinois et le gouvernement allemand a particulièrement bien réussi dans ce rôle.»[[4]](#footnote-4)

Il n’y a pas de critique plus sévère de la Chine que cet artiste, par ailleurs grand soutien des réfugiés partout dans le monde, mais contrairement aux deux candidats à la présidence des États-Unis, il ne fait pas de sa critique une machine manichéenne qui tendrait à faire de l’Occident le foyer du bien contre un nouveau foyer du mal en Chine.

**Se dédouaner de ses erreurs**

La focalisation sur la Chine a été renforcée par la pandémie mais elle ne date pas d’hier. En 2017 un historien américain de Harvard a publié un ouvrage intitulé : *Destined for War: Can America and China Escape Thucydides's Trap?[[5]](#footnote-5)* La traduction en français reprend le titre : *Vers la guerre:* *La Chine et l’Amérique dans le Piège de Thucydide ?* Le piège à éviter serait celui de la guerre fréquente entre deux puissances en lutte pour l’hégémonie. L’hégémonie en question entre la Chine et les États-Unis étant bien sûre mondiale.

Dans les situations de lutte pour l’hégémonie les modalités du combat sont multiples et la propagande est un vecteur important de cette lutte. Les caractéristiques culturelles et politiques sont utilisées pour décrédibiliser l’adversaire et les opinions publiques sont mobilisées dans les deux camps pour noircir l’adversaire et se présenter comme le défenseur des valeurs les plus généreuses.

Le président Trump a, à dessein, parlé du «virus chinois» pour évoquer la pandémie du Covid19 et le Secrétaire d’État a lui utilisé l’expression «virus de Wuhan». L’intention xénophobe est patente et a été critiquée par de nombreux responsables médicaux et politiques américains. L’objectif de cette désignation xénophobe est transparent et habituel chez Trump : faire porter la responsabilité de la catastrophe sanitaire des États-Unis par une puissance étrangère.

La Chine s’inscrit dans une longue liste de désignations xénophobes ou racistes de Trump qui avait parlé de «pays de merde» pour évoquer l’Afrique et des «Mexicains violeurs». Le lien entre viol et xénophobie est fréquent chez ce personnage accusé lui-même de viol par plusieurs femmes. Si le virus est chinois, alors l’impréparation des systèmes de santé américains soumis à un néolibéralisme encore plus effréné que celui qui handicape la France, n’est plus la responsabilité des autorités. La désignation xénophobe n’inhibe pas les accusations contre son prédécesseur Obama et permet de gommer, dans l’espace médiatique, les réductions de crédit aux institutions chargées de lutter contre les infections.

Il ne fait aucun doute que la pandémie est partie de Chine mais sa dissémination a suivi les voies de la globalisation marchande dont les moteurs sont les entreprises occidentales, et notamment américaines, qui, comme le pointe fort bien Ai Weiwei, coopèrent avec le régime communiste pourtant officiellement honni. Les transports aériens qui sont l’un des vecteurs de l’avancée de la pandémie reflètent l’intensité des échanges économiques et des rapports avec la Chine. Un auteur de gauche fait remarquer que si l’on suivait la logique trumpienne alors il faudrait renommer la grippe espagnole en «grippe du Kansas» car cette pandémie n’est pas née en Espagne mais dans cet État américain[[6]](#footnote-6).

S’il est clair qu’il n’est pas possible de faire une confiance aveugle aux déclarations officielles chinoises, il est également évident que dans une guerre de l’information, la propagande existe dans tous les centres de pouvoir. S’il s’agit de critiquer la Chine, sans ajouter de suspicions ou mensonges à ceux qui sont dénoncés[[7]](#footnote-7), il conviendrait aussi de ne pas imiter certaines de ses techniques de contrôle. Le crédit social n’existe pas dans les pays occidentaux mais la NSA espionne toute le monde avec le concours des grandes entreprises du numérique. La vérité sur le nombre de morts dans une pandémie ou une catastrophe n’est en général jamais sue sur le moment. Que l’on songe au nombre de morts de la canicule en France en 2003 ou à la révélation progressive de l’étendue des dégâts causés à Fukushima en 2011 au Japon.

Trump et Biden non seulement relancent la rhétorique xénophobe du «péril jaune» mais sont de parfaits hypocrites puisque leurs familles (Ivanka Trump et Hunter Biden) ont très directement bénéficié de la largesse financière de la Chine. Au lieu de lancer une nouvelle guerre froide, avec la Chine puissance nucléaire, dont le but non avoué est la suprématie mondiale, les États-Unis, comme la Chine devraient passer immédiatement à la phase détente. Dans le contexte actuel où, selon un sondage[[8]](#footnote-8), 77 % des Américains considèrent que la Chine est responsable du virus et que 54 % pensent que ce pays devrait payer des réparations, on peut s’attendre à un déferlement de xénophobie de la part des deux partis qui ne souhaitent pas analyser les faiblesses et erreurs de leur pays livré au libre-échangisme marchand célébré par les néolibéraux et Xi Jinping en parfaite collusion[[9]](#footnote-9).

*Paru dans la revue Recherches internationales*

*www.recherches-internationales.fr*

****

La chauve-souris, le pangolin et les derniers de cordée

*Par Rémi Aufrère*

Le pangolin est un petit mammifère pholidote (1) au régime alimentaire insectivore avec un corps allongé en grande partie recouvert d'écailles (en kératine). Il mesure entre 30cm et ...1,50 pour le pangolin géant. Il possède de longues griffes, n'a pas de dents mais une longue langue qu'il utilise pour manger en quantité fourmis et termites ce qui le rend très utile à l'écosystème. Il a une très mauvaise vue mais une ouïe et un odorat très développés. Comme il se déplace très lentement, sa méthode de protection est de se rouler en boule devant le prédateur. Ces écailles sont reconnues en Chine et au Vietnam pour soigner maux de tête et servir d'aphrodisiaque. Sa viande aussi est appréciée. Evidemment, il n'existe pas de preuves scientifiques de ces effets bénéfiques comme la corne de rhinocéros réduite en poudre pour une meilleure érection. La bêtise humaine est aussi une tradition. L'Extrême-Orient n'a pas le monopole de l'idiotie en matière de consommations d'animaux en tout genre mais elle est souvent sur le podium de l'ingéniosité.

Le pangolin existe en Asie et en Afrique (quatre espèces pour chaque continent). C'est aussi un animal solitaire qui attire (c'est original) la femelle en urinant. Femelle qui ne peut donner qu'un seul petit qui s'accrochera à sa queue pendant trois mois. La maman est responsable et l'élèvera pendant huit mois. Comme nous, le pangolin est un animal qui aime beaucoup sa liberté. Il vit très mal en captivité (71% de mortalité dans les six mois si vous l'enfermez).

Les français "lambda" ont surtout découvert le pangolin en 1969 à la télévision (2) .L'animal gagne sa renommée grâce à ...Pierre Desproges (humoriste français de renom). Ce dernier en donna une définition peu flatteuse (3) dans son "Dictionnaire superflu à l'usage de l'élite et des bien nantis" (1985). Comme l'auteur était féru d'autodérision (on se souvient de son humour sur le cancer qui le tua), après avoir entendu quelques protestations d'enfants dans son cercle familial, il présenta ses excuses au pangolin sur France Inter le 19 mars 1986 (4).

Sur le pangolin, précisons que sur les huit espèces, deux sont en danger grave de disparition, les autres étant en grande vulnérabilité. Avec retard, le 28 septembre 2016, la CITES (Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacés d’extinction signée par 183 États) a décidé d’interdire le commerce international des huit espèces. Enfin, entre 1960 et 2004, plus de 90% des pangolins en Chine ont disparus. Les débuts de ce massacre trouve son origine dans le "Grand bond en avant" (5) et sa famine meurtrière. L'université agricole de Chine méridionale aurait vérifié que le coronavirus (COVID-19) actuel qui affecte les humains serait similaire à 99% avec celui qui touche...les pangolins. Mais il faut ajouter que l'animal à écailles serait le vecteur intermédiaire de la transmission à l'homme. C'est un messager. Les études récentes estiment que c'est la chauve-souris qui serait à l'origine porteuse du virus.

La chauve-souris est le sujet de nombreuses études scientifiques car il apparait qu'elle est porteuse "saine" de nombreux virus dont certains coronavirus. Son métabolisme cardiaque et sanguin lui permet de contrôler les virus sans l'a rendre malade. Si la chauve-souris puis le pangolin semblent à l'origine de la pandémie, nous savons déjà que c'est le macaque Rhésus qui nous permettra de découvrir remède et vaccin. Ce primate avait déjà donné une formidable contribution à la biologie et à la médecine (avec la définition des groupes sanguins humains du fait d'une communauté antigénique entre les globules rouges du singe et les globules rouges humains).

Nous ne devons pas être très étonnés de la provenance du virus situé en Chine populaire même si une provenance africaine n'aurait pas été non plus saugrenu. Ebola prouve aussi que le continent africain peut être en question. Enfin, c'est aussi une question anthropologique concernant l'ingestion par certaines populations de viandes animales ou d'origine animale, peu cuites et non contrôlées. L'absence de règles sanitaires, le non-respect des règles quand elles existent, la corruption, ont été des facteurs aggravant l'origine de cette crise inédite.

C'est l'occasion de rappeler la force et la vigueur des régimes démocratiques. En effet, plusieurs faits incontestés montrent la stratégie initiale du système autoritaire chinois de ne pas prendre les mesures de prévention, d'intervention et d'information dans les délais raisonnables. Nombreux sont les scientifiques qui pensent à haute voix que l'infection a commencée en septembre-octobre 2019. Il faut aussi rappeler le décès du premier médecin (**Li Wenliang**, ophtalmologiste rattaché à l’hôpital central de Wuhan) qui a alerté son entourage le 30 décembre après la prise de connaissance vérifiée de ce virus en décembre. Les autorités chinoises, soucieuses de préserver l'image du pays et du pouvoir de Xin Jinping, l'ont emprisonné pour avoir répandu "de fausses nouvelles". Il est décédé le 7 février 2020. On ne compte plus les journalistes étrangers (New York Times, le Washington Post et le Wall Street Journal par exemple) expulsés du pays depuis février, et leurs confrères chinois enjoints de diffuser la pensée officielle sans poser de question.

Cette répression témoigne de la soif de démocratie, des citoyens comme l'avocat hongkongais **Chen Qiushi (qui a fait de nombreuses vidéos sur les manifestations démocratiques de la région autonome) qui a parcouru Wuhan depuis le 23 janvier, Fang Bing, négociant en textile qui a diffusé sa première vidéo le 25 janvier sur l'état dramatique des hôpitaux. Chen Qiushi disparait le 7 février placé en "quarantaine" par la police. Fang Bing n'apparait plus dès le 8 février. La presse du pays est en coupe réglée et même certains journalistes officiels sont arrêtés (Guo Quan** et **Xu Zhiyong) ou mis en résidence surveillée (Xu Zhangrun). Evènement extraordinaire, la censure retire des kiosques une des publications sœurs du journal du parti (Quotidien du Peuple) le 10 mars parce que** la directrice des urgences de l’Hôpital central de Wuhan, Ai Fen, dénonce ouvertement la censure imposée aux médecins chinois.

Le 12 avril 2020, sur le site internet de l'ambassade de la République populaire de Chine, est publié un texte intitulé " Rétablir des faits distordus - Observations d'un diplomate en poste à Paris". Cet écrit, qui est une expression officielle du gouvernement chinois, accuse les occidentaux de dénigrer injustement la Chine et aussi le personnel soignant français des établissements pour personnes âgées (Ehpad) d’avoir «abandonné leurs postes du jour au lendemain (…) laissant mourir leurs pensionnaires de faim et de maladie».

Il n'y que quelques hommes et femmes politiques français (comme un ancien premier ministre) amis et VRP du régime de Pékin pour garder le silence devant cet acte de propagande particulièrement grave. L'ambassadeur de Pékin est convoqué au Quai d'Orsay par le ministre français des affaires étrangères. Cette opération de communication a pour objectif de détourner les responsabilités du pouvoir politique chinois. En effet, depuis le début de l'année, le président chinois qui assume encore plus de responsabilités que le grand timonier Mao en son temps, n'est plus dans une position de confort. Nous connaissons alors une campagne de communication excessive de suffisance et de vanité présentant nos amis chinois comme ceux qui disposent et disposeront des meilleurs outils pour résoudre une crise sanitaire devenue mondiale et dont ils sont à l'origine. On en rirait s'il ne s'agissait que d'une modeste grippe. Mais c'est le destin de centaines de milliers de victimes et de millions de malades qui est en jeu.

Enfin, les dizaines de milliers d'urnes funéraires en cours de livraison en février et mars dernier à Wuhan montre que les estimations non officielles se situent entre 10 fois et 30 fois au-dessus des chiffres des décès de la propagande de Pékin sont plus réalistes. A minima, il s'agit de 30 000 morts (soit 10 fois le nombre officiel) avec un maximal estimé à 97 000 décès dus au le COVID 19, tout en effectuant la soustraction des décès "habituels" dans la même période (environ 10 000 personnes). On le voit encore, les dictatures n'ont jamais été férues d'informations justes et sincères surtout lorsqu'elles mettent à jour les incompétences et les fragilités du régime. D'où leur combat continuel et acharné contre la liberté d'informer y compris (et surtout) lorsque de vrais journalistes révèlent les détails en contradiction avec la propagande. On se souvient avec ironie des photographies des montres de nombreux dirigeants chinois, articles d'horlogerie valant des dizaines voire centaines de milliers de dollars à leur bras, reflet du très haut niveau généralisé de corruption.

Aujourd'hui, la maladie du COVID 19 est dans notre vie quotidienne. Et cela va durer parce qu'il faudra un peu de temps pour trouver remède et vaccin. Les experts estiment entre quelques semaines pour les remèdes jusqu'à plus de deux années pour la généralisation d'un vaccin. Il nous faut donc nous préparer au temps long. Cette pandémie est inédite car elle restreint assez durablement notre liberté de déplacement. Pour nombre d’entre nous, elle nous oblige à rester chez soi et hors des autres. Et puis il y a ces nombreux salariés veillant avec un professionnalisme exemplaire sans faille et toujours dévoué, à la continuité des transports publics, de l'approvisionnement alimentaire, du nettoyage, de la collecte des déchets, des services publics au service de nos concitoyens, et des entreprises qui s'organisent pour poursuivre ou redémarrer leur production. Dans ce temps grave, les entreprises (et les salariés) doivent s’adapter. Elle suivent notamment les recommandations pour le télétravail dans cette période mais qui ne pourra jamais être un mode permanent de travail.

La France a connu son lot de bêtises et de décisions raisonnables ...ou étonnantes voire décalées. Chaque évènement est à remettre dans la perspective de nos connaissances médicales de l'instant. Il faut donc analyser avec la volonté de comprendre d'abord, d'analyser ensuite et de juger enfin.

Commençons par la démission de la ministre de la santé, membre du corps médical elle-même, qui quitte son ministère alors qu'elle indiquera plus tard qu'elle avait informée le président de la république sur les risques graves de cette épidémie. Malgré ce défi sanitaire dont elle semble redouter quelques effets, elle choisira de devenir la sauveuse de la liste du parti présidentiel pour l'élection du maire de la capitale française. C'est sans doute à ce genre de décision (ou de conseils avisés) qu'on reconnait l'absence de l'esprit de l'Etat, et de la défense de l'intérêt général dans une période aussi grave.

Vint ensuite l'épisode des "masques qui ne servent à rien", la porte-parole du gouvernement ajoutant jusqu'à l'absurde qu'elle ne saurait pas s'en servir. Là encore, il eut été plus simple d'indiquer en modestie que notre pays ne disposant pas de masques pour tous, il fallait les réserver exclusivement pour les soignants et tous les salariés concourant à l'approvisionnement des français, au nettoyage et à la puissance publique. Mais c'était aussi indirectement reconnaitre l'absence de réaction de l'Etat devant la fermeture fin 2018 de la seule usine fabriquant les masques en France (en Bretagne) suite à une décision purement capitalistique du groupe américain 3M. Bien entendu, chaque français aurait bien compris que l'usage de masques nécessite des précautions de manipulation. Trop simple pour préserver son image de gouvernants responsables et sérieux.

L'affaire des tests fut une nouvelle étape. A nouveau, il a été déclaré de façon péremptoire par le président de la république que cela ne servait à rien. Cette affirmation élyséenne clôturait autoritairement le débat. On savait déjà qu'il n'y a pas assez de tests fiables pour chacun et qu'il faut aussi (comme pour les masques il y a peu) les réserver aux personnes les plus en situation de risques. Et que seuls les tests sérologiques (donc par prises de sang) permettent de mesurer la présence d'anticorps contre le COVID 19 alors que les tests par voie nasale produisent des erreurs sur un tiers des prélèvements (ils détectent uniquement en temps réel la présence du virus).

En ces mois de mars et d'avril, nous avons connu l'effronterie ou plutôt l'affolement de la boussole politique. Le président a décrété la guerre. Derrière l'usage très excessif (et inapproprié) du terme, il a voulu montrer sa détermination à répondre au défi du moment: rassembler autour de lui, être le "père de la nation", affronter l'adversité de cette crise sanitaire mondiale. Les soignants, mais aussi toutes ses mains longtemps considérés comme modestes, les caissières, les salariés et artisans des métiers de bouche, les livreurs, les paysans, les transporteurs, les électriciens, cheminots, gaziers, les éboueurs et nettoyeurs en tout genre sont devenus les "héros" de notre quotidien.

Côté soignants, ces derniers n'ont pas toujours appréciés cette sanctification. Quelques mois plus tôt, elles/ils protestaient contre la poursuite d'une politique nationale déplorable sur l'hôpital public avec le niveau extraordinaire d'heures supplémentaires non compensées, la réduction importante (et dogmatique) du nombre de lits médicalisés et le nombre très insuffisant de respirateurs qui permettent de sauver des vies. Pour le "nouveau monde" de mai 2017, celles et ceux qui ne sont pas les "premiers de cordée" qui devaient produire le "ruissellement" sur les derniers, celles et ceux "- ces gens qui ne sont rien dans les gares- sont devenus le visage de notre humanité face à une pandémie qui peut frapper n'importe lequel d'entre nous, exclus comme inclus, riches ou pauvres. Ces "derniers de cordée" qui sont les plus mal reconnus dans notre société et qui relèvent très souvent des métiers "d'aide à la personne" qui sont des tâches très souvent irremplaçables par l'automatisation. Il y aura peut-être demain un peu moins de caissières mais il en restera et il y aura besoin de salariés pour aider plus encore nos enfants comme pour les plus anciens.

Constatant les maux, le président français à emprunté certaines formules oratoires à Jaurès, Blum et Mitterrand, des mots forts étrangers à son engagement politique originel et à tout ce qui fit son élection à l'Elysée dans les conditions extra-ordinaires que l'on connait. L'entraide, le soutien de l'Etat, l'affirmation de la solidarité entre tous sont redevenus l'antienne d'un président qui a fondé son mandat sur la France qui se réforme vite et beaucoup à la mode "start-up nation". Pour préserver les chances d'un second mandat en 2022 et mettre en forme ce virage à 180 degré (ou presque) nul ne doutait que nous allions connaitre bientôt un changement de premier ministre et de ministres. Voilà pour la tableau du "microcosme" politique gouvernemental.

Entre 2012 et 2014, il y a un siècle chez ceux qui n'ont point de mémoire vive, certains souriaient de la volonté de reconstruire une vraie politique industrielle pour la France et l'Europe même s'ils avaient compris que "l'adversaire c'est la finance" (c'est aussi un outil utile si contraint). La pandémie actuelle met en relief l'extrême urgence de la souveraineté française en matière de production médicamenteuse et d'outils de protection (comme les masques) mais aussi plus largement des moyens de notre indépendance et donc de notre liberté économique. Le pillage par les deux grandes puissances, et singulièrement par la Chine, des ressources minières en Afrique, l'acquisition de nombreuses terres agricoles, le contrôle des outils de communication (notamment satellitaires et téléphonie mobile) aurait dû alerter plus sérieusement notre pays et l'Europe dans son ensemble.

Cette crise ne va assurément pas faire disparaitre la "mondialisation". Mais elle l'a fait apparaitre beaucoup moins heureuse sur de nombreux sujets tout en restant absolument essentielle sur d'autres comme la coopération médicale et scientifique mondiale. Elle doit permettre de reconsidérer la viabilité du concept "produire local-consommer local" notamment dans le cadre d'une alimentation plus saine, plus raisonnable. Elle doit encourager l'accélération de la concrétisation de mesures relevant d'une grande politique de développement durable-soutenable. La prise de conscience actuelle peut être l'occasion de transformer la mondialisation en l'a concevant d'abord par l'application de la responsabilité sociale, sociétale et environnementale. C'est aussi une réorientation progressive mais réelle de l'économie. Il ne doit plus être possible de concevoir un yaourt avec 5000 kilomètres de transports et logistiques pour le fabriquer.

Hier déjà, l'utilité des salariés improprement jugés "non premiers de cordée" n'était pourtant pas à démontrer pour notre vie quotidienne. Il est essentiel que l'esprit commun citoyen qui reconnait la participation de ces femmes et ces hommes aux métiers les plus humbles (mais les plus utiles aujourd'hui) perdure avec des décisions concrètes par des revalorisations salariales comme d'améliorations des conditions de travail. Il faut aussi un changement de paradigme par rapport à ces tâches. Malgré l'automatisation, nombre de ces emplois demeurent profondément indispensables car accompagnant chacune et chacun dans toutes les étapes de nos vies.

La France est forte par son agriculture, par son éducation, sa culture et ses capacités d'innovation innombrables. C'est une occasion calendaire historique: accélérer la transition écologique par les grands travaux d'infrastructure de transports, de services publics locaux, d'une agriculture durable et saine, avec les efforts utiles pour un meilleur avenir.

La crise économique en cours n'a pas de comparaison historique. Il serait peu judicieux de l'a comparer à la situation de 1929 ou au sortir des deux guerres mondiales. Mais c'est dans une période grave qui a suivi la crise de 1929 que le président Roosevelt a lancé son New Deal, une politique de grande ampleur pour renforcer l'économie au service des hommes. Des grands équipements publics américains ont été bâtis durant cette période. Ils ont été d'une utilité incontestable et ont renforcé la compétitivité de la nation américaine.

La langue chinoise (mandarin) traduit le mot "crise" par l'addition des idéogrammes "dangers" et "opportunités". Le confinement et toutes les mesures de protection individuelles et collectives nous rappelle notre compréhension saine du danger. Il nous faut saisir les opportunités d'innover en matière de développement économique, social et humain. En prenant garde que notre protection sanitaire ne se fasse pas en opposition avec nos libertés essentielles. D'où les grandes précautions à prendre pour éviter le "tracking" de chacune et chacun. Il y a aussi des opportunités malheureuses qui pourrait concrétiser quelques passages des livres de Georges Orwell ou de Stefan Zweig. La vigilance et la raison s'imposent au-delà de nos appréciations personnelles idéologiques sauf à remettre en cause nos valeurs républicaines françaises.

Cette crise est l'occasion de prouver que notre humanité sera source d'une nouvelle croissance innovante et dynamique qui rassemble. Le pangolin, la chauve-souris et le macaque Rhésus ont encore beaucoup à nous apprendre. Et les "derniers de cordée" ont encore beaucoup à nous offrir.

 *(1) Les pholidotes forment un ordre ne comprenant que la famille des manidés constituée d'un seul genre: manis représentée par une seule espèce, les pantagolins.*

 *(2) présentation du pangolin ) la télévision française. www.ina.fr/contenus-editoriaux/articles-editoriaux/1969-un-pangolin-recalcitrant-a-la-tele-francaise*

 *(3) Pangolin :n.m., du malais panggoling, qui signifie approximativement pangolin. Mammifère édenté d’Afrique et d’Asie couvert d’écailles cornées, se nourrissant de fourmis et de termites. Le pangolin mesure environ un mètre. Sa femelle s’appelle la pangoline. Elle ne donne le jour qu’à un seul petit à la fois, qui s’appelle Toto. Le pangolin ressemble à un artichaut à l'envers avec des pattes, prolongé d'une queue à la vue de laquelle on se prend à penser qu'en effet, le ridicule ne tue plus.*

 *(4) écoutez www.ina.fr/contenus-editoriaux/articles-editoriaux/pierre-desproges-mes-excuses-au-pangolin/*

 *(5) Le "Grand bond en avant" est une politique lancée par Mao et mise en œuvre de 1958 à 1960. Cette "campagne" qui mobilise l'appareil de propagande, use de la coercition sur l'ensemble de la population. Pour but d'augmenter considérablement en un temps très rapide la production par la collectivisation complète de l'agriculture et sa massification, la construction de grandes infrastructures industrielles et la réalisation de projets de travaux publics de tres grande envergure. C'est un échec phénoménal qui provoquera entre 30 et 50 millions de morts. Côté agricole, l'ordre d'éliminer ce qui est considérer comme animaux nuisibles provoque la fin des gibiers. La famine stimule la chasse à des animaux comme le pangolin, une des premières victimes animales de Mao.*

La destruction de l’hôpital, d’après une histoire vraie, la mienne

*Par Jean-Louis Aguilar*

Le 19 septembre 1983, j'entre à l'Ecole d'infirmiers-ières du Centre Hospitalier Général de Béziers. Ce n'est que plus tard que l'Ecole est devenue un IFSI ! Tout ça pour vous dire que c'était dans l'ancien monde, dans un autre temps que les moins de vingt ans ne peuvent pas connaître...\* A l'époque, j'avais la vocation, servir dans la fonction publique hospitalière et soigner les malades. Déjà dans ce vieil Hôpital Perréal, le discours du directeur était "l'hôpital-entreprise" comme un mantra magico-religieux. La gestion mise en avant comme remède à tous nos maux. La perversion de la doctrine néo-libérale à la place de l'humanisation des hôpitaux.

Puis le 10 juin 1986, j'obtiens le DEI et je suis embauché le 16 juin 1986 comme infirmier (IDE). Lors de mon entrevue au Service du Personnel, l'adjoint des cadres me dit qu'il y a pénurie d'infirmiers à l'hôpital ! On peine à embaucher des soignants en 1986. 1986-2020, 34 ans après qu'avons nous fait pour prévenir la crise ? Embauché en psychiatrie au service Grasset-Charcot, un destin prémonitoire m'attendait, puisque je vais y passer 30 ans de ma vie (en services de psychiatrie). Et là en psychiatrie, j'assiste à la destruction de notre hôpital et de notre système de santé. D'abord les restructurations de service qui s'accompagnent de fermetures de lits et d'une compression du personnel. Là aussi le leitmotiv des cadres-managers de l'hôpital-entreprise, c'est iso-moyens, ça veut dire gérer la pénurie avec le même personnel pour faire tourner le service. Les audits pleuvent, on nous demande de chronométrer les soins infirmiers pour toujours plus de rentabilité. Le travail relationnel est balayé, l'infirmier-thérapeute est supprimé au profit du technicien-exécutant.

Sentant confusément que quelque chose m'échappe, que l'on nous manipule, je devient syndicaliste et délégué du personnel. Je siège au CTE (Comité Technique d'Etablissement) qui n'a qu'un rôle consultatif. Je rencontre les gestionnaires de l'hôpital public. J'ai accès à des compte-rendus du la CME, du CTE, de la CDU, CLAN, CLIN, CLUD...des onomatopées barbares qui diluent l'humain à de simples numéros de matricules. Confrontés aux gestionnaires plénipotentiaires les médecins perdent leur pouvoir. C'est un déferlement de lois pour la nouvelle gouvernance des hôpitaux, HPST,  T2A (tarification à l'acte), mise en Pôles et mise au pas du médical, le tout gestionnaire technocratique règne sans partage sur le système de santé français. C'est l'agonie de l'hôpital, les grèves se multiplient sans succès, les syndicats sont inefficaces face à la machine néo-libérale. Le personnel soignant essaye de quitter le navire-hôpital qui prend l'eau de toutes parts. Les médecins démissionnent mais rien n'alerte les politiques qui inexorablement votent la destruction de notre système de santé...etc...etc...

Tous, nous avons contribué à la mise à mort de l'hôpital, les cadres, les cadres sup, les médecins et les soignants. Avons-nous essayé de nous opposer à la logique comptable des directions hospitalières ? Aujourd'hui, le coranavirus est le révélateur de l'incurie des hommes et des femmes politiques à gérer le pays, la santé, l'hôpital... Le temps de penser notre vie autrement est venu, mais auront nous la sagesse d'y croire et d'agir...Je termine en citant Stéphane Hessel : "Indignez-vous !"

**Bonus 1 : Lettre adressée à mes amis blancs qui ne voient pas où est le problème**

*Par Virginie Despentes*

En France nous ne sommes pas racistes mais je ne me souviens pas avoir jamais vu un homme noir ministre. Pourtant j’ai cinquante ans, j’en ai vu, des gouvernements. En France nous ne sommes pas racistes mais dans la population carcérale les noirs et les arabes sont surreprésentés. En France nous ne sommes pas racistes mais depuis vingt-cinq ans que je publie des livres j’ai répondu une seule fois aux questions d’un journaliste noir. J’ai été photographiée une seule fois par une femme d’origine algérienne. En France nous ne sommes pas racistes mais la dernière fois qu’on a refusé de me servir en terrasse, j’étais avec un arabe. La dernière fois qu’on m’a demandé mes papiers, j’étais avec un arabe. La dernière fois que la personne que j’attendais a failli rater le train parce qu’elle se faisait contrôler par la police dans la gare, elle était noire. En France on n’est pas raciste mais pendant le confinement les mères de famille qu’on a vues se faire taser au motif qu’elles n’avaient pas le petit papier par lequel on s’auto-autorisait à sortir étaient des femmes racisées, dans des quartiers populaires. Les blanches, pendant ce temps, on nous a vues faire du jogging et le marché dans le septième arrondissement. En France on n’est pas raciste mais quand on a annoncé que le taux de mortalité en Seine Saint Denis était de 60 fois supérieur à la moyenne nationale, non seulement on n’en a eu un peu rien à foutre mais on s’est permis de dire entre nous «c’est parce qu’ils se confinent mal».

J’entends déjà la clameur des twitteurs de service, s’offusquant hargneusement comme ils le font chaque fois qu’on prend la parole pour dire quelque chose qui ne corresponde pas à la propagande officielle : «quelle horreur, mais pourquoi tant de violence ?»

Comme si la violence ce n’était pas ce qui s’est passé le 19 juillet 2016. Comme si la violence ce n’était pas les frères de Assa Traoré emprisonnés. Ce mardi, je me rends pour la première fois de ma vie à un rassemblement politique de plus de 80 000 personnes organisé par un collectif non blanc. Cette foule n’est pas violente. Ce 2 juin 2020, pour moi, Assa Traoré est Antigone. Mais cette Antigone-là ne se laisse pas enterrer vive après avoir osé dire non. Antigone n’est plus seule. Elle a levé une armée. La foule scande : Justice pour Adama. Ces jeunes savent ce qu’ils disent quand ils disent si tu es noir ou arabe la police te fait peur : ils disent la vérité. Ils disent la vérité et ils demandent la justice. Assa Traore prend le micro et dit à ceux qui sont venus «votre nom est entré dans l’histoire». Et la foule ne l’acclame pas parce qu’elle est charismatique ou qu’elle est photogénique. La foule l’acclame parce que la cause est juste. Justice pour Adama. Justice pareille pour ceux qui ne sont pas blancs. Et les blancs nous crions ce même mot d’ordre et nous savons que ne pas avoir honte de devoir le crier encore, en 2020, serait une ignominie. La honte, c’est juste le minimum.

Je suis blanche. Je sors tous les jours de chez moi sans prendre mes papiers. Les gens comme moi c’est la carte bleue qu’on remonte chercher quand on l’a oubliée. La ville me dit tu es ici chez toi. Une blanche comme moi hors pandémie circule dans cette ville sans même remarquer où sont les policiers. Et je sais que s’ils sont trois à s’assoir sur mon dos jusqu’à m’asphyxier – au seul motif que j’ai essayé d’esquiver un contrôle de routine – on en fera toute une affaire. Je suis née blanche comme d’autres sont nés hommes. Le problème n’est pas de se signaler «mais moi je n’ai jamais tué personne» comme ils disent «mais moi je ne suis pas un violeur». Car le privilège, c’est avoir le choix d’y penser, ou pas. Je ne peux pas oublier que je suis une femme. Mais je peux oublier que je suis blanche. Ça, c’est être blanche. Y penser, ou ne pas y penser, selon l’humeur. En France, nous ne sommes pas racistes mais je ne connais pas une seule personne noire ou arabe qui ait ce choix.

**Bonus : Remaniement, en dessin et photomontage**

*Par Goutal*



*Glané sur le net par José Sanchez*



La Gauche Cactus est éditée par

l’association « Le cactus Républicain »

**Responsable de la publication**: Jean-Luc Gonneau

**Rédaction en chef** : João Silveirinho

**Éditorialistes**: Sylvain Ethiré, Jacques-Robert Simon, **Conception**: Jean-Christophe Frachet, Jancry **Humeurs** : Mick et Paule, **Grande Reportère**: Florence Bray.

**Adresse et abonnement** : Le Cactus Républicain - *J.L. Gonneau* 31, rue de la Courneuve, Bat.B1 93300 Aubervilliers**Courriel :** redaction@la-gauche-cactus.fr

*Les manuscrits, pédiscrits, buccoscrits, tapuscrits, électroscrits etc. reçus, publiés ou non, ne sont ni rendus ni échangés. On vous aura prévenus.*

Elles/ils écrivent dans La Gauche Cactus :

David Hassan Abassi, Ahmed Abbes,Mina Ahadi, Aram Aharonian, Madjid Ait Mohamed, Patrick Alexanian, Gilles Alfonsi, Mahin Alipour, Anne Alize, Jean-Paul Alletru, Gérard André, Jacques Ansan, Jean-Michel Arberet, Elie Arié, Jacques Atlan, Fabrice Aubert, Rémi Aufrère, Robert Ausseur, Clémentine Autain, Aveclotantousenva, Gilles Bachelier, René Balme, Jérôme Baloge, Paul Baquiast, Jean Baumgartein, André Bellon, Gérard Belorgey\*, Jean-Michel Belorgey, Fatima Benomar, Abdelhak Berheri, Géraldine Biaux, Grace Blakeley, Florence Bray, Danielle Bleitrach, Boaventura de Sousa Santos, Atilio A. Boron, Gérard Borvon, Said Bouamamas, Jean-Pierre Boudine, Barbara Bouley, Alain Bousquet, Hugues Bousquet, Patrick Braibant, Florence Bray, Jacques Broda, Alain Brossat, Jean-Philippe Brunet, Fernando Buen Abad Domínguez, Marie-George Buffet, Olivier Cabanel, Michel Cabirol, Cadoudal, Michel Caillat, Philippe Callois, Isabelle Cappe, Aloys Carton, José Caudron, Jean-Claude Charitat, Jean-François Chatelat, François de la Chevalerie, Mahor Chiche, Sophia Chikirou, Olivier Clerc, Fabrice Cohen, Daniel Cojean, François Colas, Collectif Les Effronté.es, Maxime Combes, Samira Comingand, Albano Cordeiro, Sandra Cormier, Fabienne Courvoisier, Jacques Cros, Andy Crups, Leïla Cukierman, Shala Daneshfar, Pedro Da Nobrega, Georges Debunne, Jacques Decaux, Jacques Declosménil, Chantal Decosse, Jean-Michel Dejenne, Jean Delons, Monique Dental, Emmanuelle Depollier, André Depouille, Elisabeth Dès, Virginie Despentes, Antonio Dias, Françoise Diehlmann, Jean-Michel Dodd, Evelyne Dubin, Béatrix Dupraz, Marlène Dupraz, Emmanuel Dupuy, Pierre Efratas, Amine El Khatmi, François Esquer, Sylvain Ethiré, Marcel Etienne, Michel Evrard, Jacques Fath, Elsa Faucillon, José Pablo Feinmann, Eric Ferrand, Andrés Ferrari Hains, Jean-Claude Fiemeyer, Yann Fiévet, Alain Foix, Jean-Christophe Frachet, Geneviève Fraisse, René Francal, Jacques Franck, Eduardo Galeano, Gabriel Galice, Stéphane Gatti, Christian Gautier, Gévé, Séverine Gille, Vincent Glenn, Jean-Luc Gonneau, Philippe Goubault, Allain Graux, Denis Griesmar, Jacques Grieux, Serge Grzesik, Pierre Guerlain, Vincent Guillot, John Hagelin, Eric Halphen, Jack Harmand, Jacky Hénin, Pierre Henry, Georges Hervel, Jean-Marc Holleaux\*, Michel Hulin, Jancry, Diana Johnstone, Fabienne Jouvet, Mahamadou Ka, Saül Karsz, Alain Kerjan, Eddy Khaldi, Liet Kynes, Lionel Labosse, Dominique Lacout, Marc Lacreuse, Nathalie Laillet, Denis Langlet, Diane Le Béguec, Olivier Le Cour Grandmaison, Hervé Le Crosnier, Jacques Le Dauphin, Alain Le Dosseur, François Ledru, Jean-Pierre Lefebvre, Michel Lefebvre, Jean-Claude Lefort, Jeannick Le Lagadec, Christian Lemasson, René Lenoir, Marie-Françoise Lepetit, Eve Lerner, Estelle Leroy-Debiasi, Didier Le Scornet, Jean-François Le Scour, Marie-Pierre Logelin, Jacques Lombard, Mercedes Lopez San Miguel, Frédéric Lordon, Doc Lottin, Loulou, Alexis Lucas, François Lucas, Benoist Magnat, Jean-Claude Mairal, Roland Maire, Azar Majadi, Jorge Majfud, Oliver Makepeace, Dimitri Makrygiannis, Marc Mangenot, Roger Martelli, Laurence Matignon, Jérôme Maucourant, Chloé Maurel, Nora Merlin, Hervé Mesdon\*, Georges Michel, Mick et Paule, Patrick Mignard, Tarik Mira, Yvonne Mignot-Lefebvre, Giorgos Mitralias, Fatiha Mlati, Michel Moine, Ricardo Monserrat, Arnaud de Morgny de Maeyer, Jean-François Morin, Alain Mouetaux, Arnaud Mouillard, Eric Mouron, Joël Murat, Maryam Namazie, Michel Naudy\*, André Nouschi, Paul Oriol, Vincent Ortega, Oussama, Paloma, Henri Paris, Pierre Pascallon, Pierre Payen, Jean-René Peltier, Antonio Pereira Nunes, Patrice Perron, Jean-Pierre Petit, Michel Peyret, Michel Pillier, Rui Poças, Rafael Poch, Michel Portal, Thomas Posado, Gérard Prémel, Gabriel Puricelli, Gérard Raiser, Amir Ramses, Guy Ratane-Dufour, Alberto Riboletta, Anne-Cécile Robert, Roberto Robertelli, Ruy Rodrigues Da Silva\*, Maria Graziella Rodriguez, Michel Rogalski, Régis Roquetanière, Alain Ruscio, Claude Sam\*, José Sanchez, Otavio Santos, Emmanuel Saussier, Scribrouge, Youssef Seddik, Cristina Semblano, Luis Sepulveda, Marc Silberstein, Patrick Silberstein, João Silveirinho, Karim bey Smail, Claude Soufflet, Laurent Tarillon, Matthias Tavel, Paulo Telheiro, Antoine Thivel, Pierre Thomas, Patrick Trannoy, Sophie Troubac, Denis Troupenat, Alain Uguen, Bernard Uguen, Rémi Uzan, José Vala, Bruno Valentin, Jérôme Valluy, Jean-Robert Velveth\*, Christophe Ventura, Marie-Christine Vergiat, Michèle Vianès, Claire Villiers\*, Paul Vincent, Eugenio Raul Zaffaroni, Louis Weber, Louie Wyler, Olivia Zemor, Laure Zudas, Nadine Zuili…

*\*Hélas décédé-es*

## Et en plus, sur notre site, des textes et graphismes d’autres auteurs :

Paul Alliès, René Assandri, Bansky, Jean-Pierre Berlan, Jean-Marie Berniolles, Jean-Christophe Bonté, Jean-Bricmont, Etienne Chouard, Pascal Colrat, Jeremy Corbin, Marc Dolez, Goutal, Jérôme Guedj, André-Jacques Holbecq, Etienne Imer, Jancry, Raoul-Marc Jennar, Monica Karbowska, Jean-Jacques Lemarchand, Maurice Lemoine, Herwig Lerouge, Henri Maler, Maurice Martin, Patrick Mignard, Marie-José Mondzain, Christophe Ramaux, Serge Regourd, Emir Sader, Pierre Thomas, Joël Yoyotte-Landry, Philippe Zafirian, Didier Zuili …

## Elles/ils ont participé aux cafés-débats de la Gauche Cactus :

Paul Alliès, Clémentine Autain, Géraldine Biaux, Hamida Bensadia, Jean-Pierre Berlan, Agnès Bertrand Jean-Christophe Bonté, Claude Boucher, Camille Cabral, Etienne Chouard, Eric Coquerel, Alexis Corbière, Michèle Dessenne, Jean-Claude Fiemeyer, Geneviève Geay, Susan George, Jean-Luc Gonneau, Jérôme Guedj, Eric Halphen, Pierre Henry, Diana Johnstone, Monika Karbowska, Olivier Keller, Suzanne Körösi, Jeannick Le Lagadec, Michel Lefebvre, Jean-Pierre Lefèvre, Henri-Georges Lefort, Laurent Levard, Pascal Lusso, Marc Mangenot, Fernanda Marruchelli, Fatiha Mlati, Temir Porras, Eduardo Olivares, Ismaël Omarjee, Ruy Rodrigues Da Silva\*, Marco Antonio Rodrigues Dias, Dominique Rousseau, ChristianeTaubira…

## Bonus 3 : Photomontages tirés du Journal People de Benoist Magnat







Consultez notre site

[www.la-gauche-cactus.org/SPIP](http://www.la-gauche-cactus.org/SPIP)

Des textes, des idées, tous les numéros de la Banquise et de la Gauche Cactus…et de l’humour en plus !

1. www.foxnews.com/person/p/jeanine-pirro [↑](#footnote-ref-1)
2. www.youtube.com/watch?v=PmieUrXwKCc&feature=emb\_logo [↑](#footnote-ref-2)
3. Il a contribué au livre *In Defense of Julian Assange*, dirigé par Tariq Ali et Margaret Kunstler, Or Books, 2019 et a rendu visite à Assange dans la prison de haute sécurité à Belmarsh. [↑](#footnote-ref-3)
4. www.nytimes.com/2020/01/13/opinion/ai-weiwei-germany-china.html [↑](#footnote-ref-4)
5. Houghton Mifflin. [↑](#footnote-ref-5)
6. Notes on a Nightmare #5: The “Chinese Virus”, Nathan Robinson, *Current Affairs*, 12 avril 2020.

On peut lire sur cette grippe espagnole l’article de Chloé Maurel dans *The Conversation* (21 mars 2020) : « Grippe espagnole et coronavirus : pourquoi le contexte est très différent ». [↑](#footnote-ref-6)
7. https://readpassage.com/dont-blame-china-for-your-governments-failure-to-contain-covid-19/ [↑](#footnote-ref-7)
8. https://www.newsmax.com/newsfront/covid-19/2020/04/08/id/961913/ [↑](#footnote-ref-8)
9. Sur le désastre américain lire : « We Are Living in a Failed State » de George Packer, *The Atlantic*, Juin 2020. [↑](#footnote-ref-9)